

ST-MARTIN ET NOUS

PROJET DE CONSTRUCTION
LA PAROLE AUX USAGERS & VOISINS
LE REGARD DES PROFESSIONNELS



ST-MARTIN ET NOUS

**PROJET DE CONSTRUCTION À ST-MARTIN 16-18
LA PAROLE AUX USAGERS, VOISINS & PROFESSIONNELS**



Sommaire

P. 6 Avant-propos

Par Oscar Tosato

P. 8 Introduction: le projet en question

Un projet social avant tout

Répondre aux besoins: la parole aux usagers

P. 13 Le gars comme moi, il peut se sentir un peu quelqu'un.

Gilbert Rigoli | Usager de l'Espace

P. 17 On se dit tous qu'on a un toit, et que c'est déjà pas mal...

Sandrine Gherca | Bénéficiaire de l'unité logement

P. 19 Tu te regardes et tu te dis: c'est moi? Je suis devenu ça?

Sofiane Benradja | Bénéficiaire du Revenu d'insertion

P. 23 On m'a donné, alors je donne aux autres.

Narciza de Jesus Galarza | Ex-bénéficiaire de l'unité logement

Prendre en compte l'environnement: la parole aux voisins

P. 27 C'est du respect que la ville leur donne.

Catherine Di Giovanni | Voisine de la Soupe populaire

P. 31 Le respect des gens, c'est fondamental, on ne peut pas faire sans.

Alice & Gilbert Badoux | Voisins de la Soupe populaire

P. 35 En tant qu'humain, je soutiens ce projet...

Kami Behbahani | Commerçant de la rue St-Martin

P. 37 Même si elle n'a rien à donner, un sourire et un bonjour, c'est important.

Noëlle Schönenberger | Commerçante du Rôtillon

Se nourrir du terrain: la parole aux intervenants

P. 41 On est des urgentistes du social.

Bérénice Mercier & Nicolas Chappuis | Responsables de la Soupe populaire

P. 45 Faire du lien, c'est basique, mais ça marche. Et c'est essentiel!

Véronique Pochon | Cheffe de l'unité Espace d'accueil du Service social Lausanne

P. 49 C'est un beau projet aussi pour ça: il va créer de la synergie.

Marc-Antoine Berner | Assistant social à l'unité logement du Service social Lausanne

P. 52 Entretien avec Antonio Ganhao & Gilbert Cotting

Chef de secteur au Service de la propreté urbaine

Chef d'équipe au Service des parcs et domaines

Décider et agir: un projet nécessaire

P. 58 Entretien avec Eliane Belser & Yan Desarzens

Responsable de l'aide sociale d'urgence au Service social Lausanne

Directeur de la fondation Mère Sofia

P. 62 Entretien avec Alain Wolff & Emmanuel Laurent

Architecte maître d'œuvre

Chef des unités spécialisées du Service social Lausanne

P. 65 La Promenade de la Solitude

Un parc ouvert sur le quartier

P. 67 Entretien avec Alain Lapaire & Michel Cornut

Directeur de la division immobilier de Retraites Populaires

Chef du Service social Lausanne (jusqu'au 30.06.2016)

Avant-propos

Offrir un repas chaud à celui qui ne mange pas à sa faim ; assurer un logement provisoire à celle qui vient d'être expulsée de son logement ; accueillir et accompagner une personne dans la précarité : autant de missions qui incombent à une ville comme Lausanne. La Constitution vaudoise le rappelle : « Une société harmonieuse (...) mesure sa force au soin qu'elle prend du plus faible de ses membres ».

Nous voulons, à Lausanne, construire une société harmonieuse qui puisse garantir une place à chacun-e. C'est ce qu'a proposé la Municipalité de Lausanne en 2005, lorsqu'elle a défini ses objectifs en matière de politique sociale : satisfaire les besoins élémentaires de toutes et tous, permettre à l'ensemble des Lausannois de vivre de manière autonome et viser l'intégration de chacun-e d'entre eux dans notre société. Le projet de construction à St-Martin y contribue.

Les bâtiments actuels aux numéros 16 et 18 datent de la fin du 19^{ème} siècle. Ils abritent le Service communal de la propreté urbaine et la Soupe populaire qui, depuis 2004, y offre chaque soir un repas chaud aux personnes les plus démunies. Cette aide se déploie dans des conditions et un cadre spartiates, faute de place et de commodités essentielles, comme le chauffage et les sanitaires. Envisager le remplacement de ces murs qui ont fait leur temps et imaginer un bâtiment neuf, conforme aux affectations qui sont les siennes était devenu une nécessité.

Dans cette nouvelle construction, on trouvera également l'Espace, actuellement situé à César-Roux, qui accueille et offre du réconfort pendant la journée aux personnes marginalisées et précarisées. De plus, le bureau des réservations chargé d'attribuer des lits aux personnes sans abris ainsi qu'un hébergement d'urgence y ouvriront leurs portes. Enfin, des logements sociaux à prix abordable permettront à des familles, aujourd'hui sans toit fixe, de bénéficier d'un logement durable. Nous nous donnons ainsi les moyens de répondre aux besoins vitaux de la population, dans le respect de la dignité humaine. Réunir ces projets sous un même toit coordonnera leurs prestations et nous permettra de renforcer l'efficacité de notre action. Autant d'espaces, d'usages, de publics et de temporalités en un seul lieu exige une architecture qui fasse de cette complexité son alliée. Un grand défi, certes, mais un beau défi !

Ce projet vise aussi la recherche d'un environnement satisfaisant toutes et tous, contribuant tant à l'amélioration du cadre de vie des personnes ayant besoin d'aide que celui des habitant-e-s de St-Martin. Dynamiser et développer un quartier du centre-ville, tel est le cœur de notre action. La réhabilitation du Parc de la solitude – un futur lieu de vie pour l'ensemble du quartier, je l'espère – s'inscrit pleinement dans cette vision !

En substance, ce projet permettra à la Ville de Lausanne de renforcer le dispositif d'aide d'urgence, dernier rempart contre l'exclusion, en procurant à chacun-e de ses habitant-e-s les moyens de vivre dans la dignité.

Oscar Tosato

Directeur des Sports et de la cohésion sociale



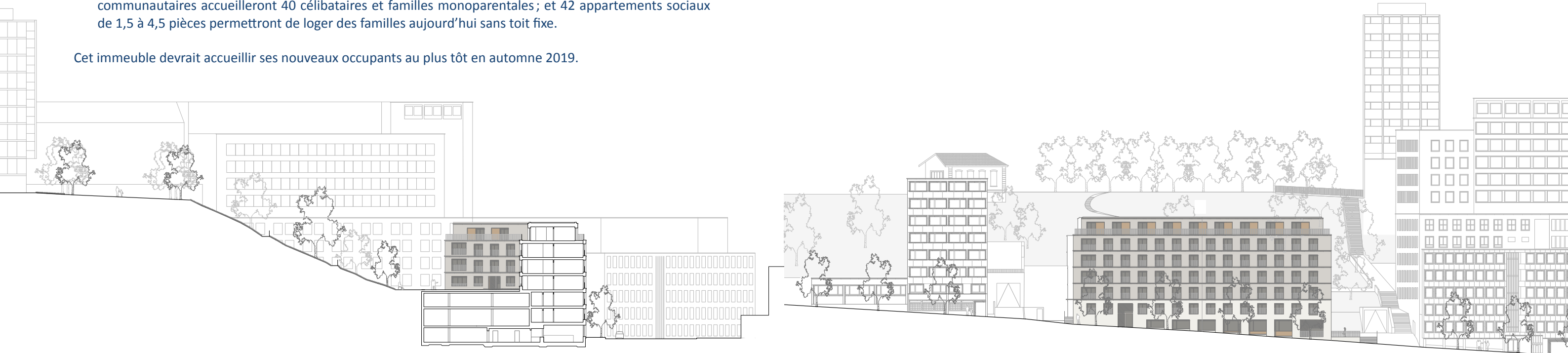
Introduction: un projet qui répond aux besoins

Le 6 janvier 2015, la Ville de Lausanne a organisé, pour le compte de la Fondation lausannoise pour la construction de logements (FLCL), le maître d'ouvrage, un concours de projets d'architecture en vue de la construction d'un nouvel immeuble à St-Martin 16-18. Ce concours a suscité un vif intérêt : 77 dossiers sont déposés dans les temps. A l'issue d'une sélection basée sur des critères d'appréciation objectifs, tels que la qualité de l'intégration du bâti dans le tissu urbain ou la réponse aux besoins des services, c'est le projet « Le Manteau », du bureau Alain Wolff Architectes, qui est déclaré vainqueur et maître d'œuvre par le jury.

Ce projet répondra aux besoins du Service social (SSL), du Service de la propreté urbaine (PUR) et celui des parcs et domaines (SPADOM). Trois programmes se côtoieront donc dans cet immeuble :

- des hangars et des vestiaires utilisés par les employés communaux du PUR et du SPADOM chargés de l'entretien des routes et des parcs de la Ville ;
- un lieux d'accueil occupé en alternance par la Soupe populaire le soir et l'Espace le jour, deux programmes financés par le SSL pour les personnes en grandes difficultés;
- et enfin, des logements et des hébergements gérés par le SSL selon trois typologies différentes : 36 lits d'hébergement d'urgence (chambres de 2 à 4 lits) accueilleront des personnes sans abri; 8 appartements communautaires accueilleront 40 célibataires et familles monoparentales; et 42 appartements sociaux de 1,5 à 4,5 pièces permettront de loger des familles aujourd'hui sans toit fixe.

Cet immeuble devrait accueillir ses nouveaux occupants au plus tôt en automne 2019.



Répondre aux besoins: la parole aux usagers

- P. 13** **Le gars comme moi, il peut se sentir un peu quelqu'un.**
Gilbert Rigoli | Usager de l'Espace
- P. 17** **On se dit tous qu'on a un toit, et que c'est déjà pas mal...**
Sandrine Gherca | Bénéficiaire de l'unité logement
- P. 19** **Tu te regardes et tu te dis: c'est moi? Je suis devenu ça?**
Sofiane Benradja | Bénéficiaire du Revenu d'insertion
- P. 23** **On m'a donné, alors je donne aux autres.**
Narciza de Jesus Galarza | Ex-bénéficiaire de l'unité logement

Gilbert Rigoli

Je suis en colère contre le système. Déjà à l'époque, entre le loyer, les impôts et l'assurance maladie, il ne me restait plus rien... Un jour, je me suis fait arnaquer, sur Internet, j'avais plus un rond, plus rien. Je n'avais jamais connu une situation comme ça. J'ai tout perdu, mon appart, 3 mois de loyer de retard et t'es viré! C'était en 2013. Je suis allé au social, ils m'ont mis 3 semaines au Relais-de-Vidy¹ et puis il manquait des papiers, ils me demandaient ci et ça... j'en pouvais plus. Alors j'ai dit merde! C'est la réalité, il n'y a plus rien qui me touche. J'ai vécu 2 ans dehors, j'avais une place super, jusqu'à ce que les flics viennent un matin, à 4h, me dire de dégager. J'étais bien là-bas, sous mon sapin. Un immense sapin. Alors je suis monté 200 mètres plus haut et une semaine après je suis retourné sous mon sapin. Je touchais mon AVS, je ne demandais rien à personne, j'étais bien là! A force de vivre dehors, tu deviens un peu sauvage... c'est vrai, vivre dehors, c'est la liberté totale, personne t'emmerde! Tu fais ce que tu veux, l'été, quand il fait beau, ce sont les oiseaux qui te réveillent, l'hiver, ok, c'est un peu moins sympa, mais je n'ai jamais eu froid. Le pire, c'est la pluie, mais le froid non, tu t'habilles. Le problème, c'est qu'on m'a tout piqué. Couverture, habits, godasses, mes papiers, mon fric, tout, je revu un soir et je n'avais plus rien!

Heureusement, j'ai connu l'Espace. Par le bouche à oreille, je ne connaissais pas du tout. On m'a vraiment bien reçu, on m'a dit: « Bonjour monsieur, c'est la première fois que vous venez, on ne vous a jamais vu... Bienvenue! Ici, vous avez du café, thé,

chocolat... » Super l'accueil, vraiment génial! Ça fait bientôt une année que j'y vais, tous les jours. On m'a aidé pour beaucoup de choses, les papiers, les habits, tout ce que je porte sur moi, on me l'a donné. Sans eux, je sais pas comment je ferais. Et puis, le groupe qui bosse là, il est vraiment super! On t'aide ok, mais c'est un plaisir de venir, tu es toujours bien accueilli, et on t'écoute. Alors maintenant, je leur donne des petits coups de main, j'aide à charger, à décharger, pour la vaisselle aussi, dès fois c'est même moi qui fais l'accueil, à l'entrée. J'y ai aussi rencontré 2, 3 personnes un peu comme moi, qui n'ont pas de logement... pas vraiment d'amis quoi... Tu ne te sens pas seul, là-bas. C'est dommage que ça soit fermé le dimanche...

La Marmotte², le matin, à 8h30 au plus tard, tu dois être loin, alors tu vadrouilles... Quand il fait grand beau, pas de souci, avec le chien je vais à Ouchy, on se balade, mais quand il pleut comme certains dimanches, tu peux pas aller dans un bistrot avec un café toute la journée, tu te fais virer! Ça c'est quelque chose qui manque à Lausanne, un truc ouvert le dimanche pour recevoir des gens comme moi; pour y boire un café, lire le journal, même si c'est celui de la veille.

C'est à l'Espace qu'on m'a dit d'aller à la Marmotte. Avant d'y aller, l'image que j'en avais... c'était le Bronx, quoi! J'ai été surpris en bien quand même.

1. Le Relais-de-Vidy est un hôtel au sud de Lausanne où sont hébergés temporairement de nombreux bénéficiaires de l'aide sociale.

2. La Marmotte, tout comme le Sleep-In, est un hébergement d'urgence pouvant accueillir 31 personnes, pour la somme de fr. 5.- par nuit.



Je m'imaginai des gens entassés les uns sur les autres, heureusement c'est pas ça ! C'est vrai que la première fois, la queue, devant l'entrée, ça m'a impressionné, j'me suis dit : Oh-la-la, qu'est-ce que je fais là ? Mais bon, comme il pleuvait, je suis resté. En fait, ça fonctionne plutôt bien, et les gens qui la gèrent sont supers. En général, j'ai une chambre à 2, toujours avec la même personne, on s'entend bien, pas d'histoires. Je passe au Bureau des réservations, on me fait la carte pour 15 jours et je suis tranquille. C'est pratique. Mais il y a toujours des gens qui viennent sans réservation, alors tous les soirs c'est la même chose, ils font l'appel, si une personne n'a pas annulé ils en prennent une autre et toi, il suffit que tu sois arrivé au dernier moment et t'es bon pour attendre. Alors oui, c'est bien, parce que t'as un endroit chaud pour dormir, mais si un soir t'es en retard, tu risques de perdre ton plumard. A minuit tu dois rentrer, tu peux plus ressortir, et le matin à 7h30 réveil, 8h15 dehors... c'est comme ça, dimanche compris. Alors dès qu'il fait bon, moi, je me dis que j'serais mieux dehors, je lance un coup de fil, ça libère une place. Mais faut pas oublier d'avertir, si tu fais le coup 2 fois, t'as plus le droit d'aller à la Marmotte pendant un mois. C'est très bien ! autrement il y aurait de l'abus.

Le gars comme moi, il peut se sentir un peu quelqu'un.

Pour moi, le contrôle, c'est vraiment quelque chose d'important. Encore plus quand il y aura ce bâtiment à St-Martin. Que le bureau de réservation, l'Espace, un endroit comme la Marmotte et la

Soupe populaire soient réunis, c'est une bonne chose, t'as toujours des gens qui ne savent pas où aller, là, ça sera centré. Mais faudra des règles strictes, c'est inévitable. Et des contrôles. Des vrais. Par exemple, que les mecs bourrés, on ne les laisse pas rentrer. Un mec bourré, tu sais pas comment il va réagir... Et puis j'sais pas moi, mais quand tu vois arriver un mec en grosse BMW, flambant neuve, et que madame sort comme une princesse pour aller dormir à la Marmotte, moi, je d'viens fou quand je vois ça ! Ça me bouffe ! C'est pas fréquent, mais ce que je dis là, c'est pas une exception non plus.

Alors c'est vrai que ce projet, ça donne envie. Quand tu vois la Soupe, aujourd'hui... L'accueil, c'est comme à l'Espace, super sympa, la première fois que j'y suis allé, c'était une fille, la responsable : « Bonjour, on vous a jamais vu, bienvenue, là vous pouvez manger, là-bas il y a le café », super quoi ! mais l'endroit... Ils ont changé les tables, c'est déjà mieux, mais faut dire ce qui est : c'est déplorable. T'as aucune envie de rester dans ce local, c'est démoralisant... Là, en voyant les plans du projet de construction, le gars comme moi, il peut se sentir un peu quelqu'un. Ouais... pas monsieur personne, quoi. C'est un peu ce que je ressens, en voyant ça.

Mais pour que ça marche, il faut faire comprendre aux gens que ça sera pas n'importe quel boxon, et que ça sera vraiment pour les gens qui en ont besoin. Que la commune dise clairement ce qu'elle veut faire, et surtout, qu'elle s'y tienne. Et que ces politiques sortent de leur bureau, qu'ils s'investissent quoi, qu'ils mouillent le maillot !



Sandrine Gherca

C'est à la suite d'une expulsion que j'ai fait appel au service social de Lausanne. J'ai eu un arriéré de loyer, j'étais dans une situation vraiment compliquée, une personne de l'unité logement est même venue avec moi, devant le juge de paix. Mais rien à faire, le juge m'a dit que j'avais reçu une lettre d'avertissement, l'expulsion a été prononcée. Du coup, j'ai dû partir, mais par chance, le directeur de l'établissement où je travaillais, à l'époque, m'a soutenue pour que je puisse avoir un appartement. Parce qu'autrement, c'était plus la chambre d'hôtel qui m'attendait. Ce qui fait que je suis directement venue ici, dans cet appartement.

Je vis avec mes deux enfants, j'en ai un à charge, le plus petit qui a 12 ans, et l'autre est indépendant, il a 23. Il est cuisinier, mais c'est plutôt moi qui cuisine à la maison ! On est dans un 3 pièces et demie. En fait, je le sous-loue à la Ville, c'est l'unité logement qui est locataire, sur le bail. C'est un logement de secours. Dans l'immeuble, il y a des locataires indépendants, et puis il y a une grande partie sociale... celle où il n'y a pas de balcon ! C'est mes chats qui ne sont pas trop contents...

Normalement, c'est censé être temporaire, 3 mois, mais comme je suis dans une situation où je ne peux pas déménager, j'ai des poursuites, je suis toute seule et j'ai pas un salaire très haut, il n'y a aucune gérance qui m'accepte quoi. Je devais faire des recherches mais l'unité logement est consciente que dans mon cas le dossier est mort, que c'est perdu d'avance. Donc aujourd'hui, je ne cherche même plus, car vous allez visiter, vous vous

faites envie et de toute façon c'est non derrière. Je ne regarde même plus les annonces ! Et puis les loyers sont trop chers...

On se dit tous qu'on a un toit, et que c'est déjà pas mal...

Je viens de retrouver un travail, dans un EMS, mais c'est à 80%, ça fait 3'000 francs bruts par mois, c'est pas assez pour les gérances. J'ai toujours travaillé dans les soins, mais comme j'étais au chômage, j'en ai profité pour faire le cours Croix-Rouge. Je vais voir ce que je peux faire, mon salaire est trop haut pour le social, je crois pas qu'ils peuvent m'aider, mais peut-être que j'ai droit à une aide pour les familles, et pour le logement, vu que je suis partie pour vivre ici un moment ! Le loyer n'est pas trop onéreux, c'est 1'600 francs, mais tout compris, avec l'électricité, c'est un contrat spécial, avec le social. C'est vrai que c'est quand même assez vieux, il y a un peu tout qui tombe dans l'immeuble. La cuisine, il n'y a plus un placard qui tient... mais c'est vivable. Ce serait à la gérance de faire quelque chose je pense, mais faut aussi dire que les gens qui habitent ici, ils aident pas. Pas tous bien sûr, mais suffisamment pour que le concierge en puisse plus. Y a aucun respect, des gens pissent dans les corridors, y a des poubelles qui volent... Ils sont très gentils, ils disent toujours bonjour, mais faut peut-être leur apprendre un peu à vivre quoi... C'est dommage. Avec quelques locataires, on a essayé de faire bouger un peu les choses, mais au final, on se dit tous qu'on a un toit, et que c'est déjà pas mal...

Sofiane Benradja

En Algérie, les années 90, c'était le FIS¹, c'était le terrorisme, c'était difficile, vraiment. Je vivais dans la capitale, tu te faisais contrôler par les militaires en allant à l'école, à genoux, par terre, beaucoup de jeunes comme moi ont été détruits par ces années. Tout le monde avait peur, se méfiait de tout, les produits étaient empoisonnés, même le lait, ils mettaient des produits pour les toilettes dedans. Durant ces années, tout le monde avait peur de faire son service militaire, les terroristes tuaient beaucoup de soldats, l'armée venait donc te chercher à la maison. Quand je suis parti faire mon service, j'avais 18 ans. J'ai vraiment vécu des choses pas normales, des choses qu'un adolescent ne doit pas voir. Tes amis morts devant toi, la peur, tous les jours. C'est durant ces 2 années que j'ai compris que l'Algérie était en Afrique. Alger, c'est la capitale, tout est beau, la ville a été construite par les Français, c'est complètement différent du reste du pays, mais dans les campagnes, c'est vraiment l'Afrique, les animaux sauvages, le désert.

Après 2 années d'armée, j'ai dit non : on était jeune, on voulait vivre, sortir avec des filles, rigoler quoi, mais tout était interdit. C'est pour ça que je suis venu en Europe. Pour avoir une vie normale. C'est vrai que l'Algérie va beaucoup mieux aujourd'hui, mais moi, après 20 ans, je ne peux plus y vivre, j'ai perdu ma place là-bas. Quand j'y suis retourné, j'ai revu des amis, des gens de ma génération, ils ont évolué, ils sont bien, je me suis dit : Putain, qu'est-ce que tu as perdu ?! Mais voilà, on ne peut pas faire un voyage à travers le temps, ou alors on devient de l'énergie...

Quand je suis parti, j'avais 20 ans, 17'000 francs français en poche et un visa. Je suis allé au Portugal, en France, et je suis venu en Suisse. C'est comme si j'étais tombé amoureux de Zurich ! Je ne suis pas voyou, j'aime bien l'ordre, et Zurich c'est propre, les gens font leur vie, ça me plaît. Je ne voulais plus m'en aller. Il y avait la langue, mais voilà, ça s'apprend, je parle très bien le Suisse allemand maintenant. Mais c'était pas facile, c'est très contrôlé, surtout à Zurich. J'ai vécu longtemps sans papiers, mais après 6 ans j'ai fait une demande d'asile. Et puis j'ai rencontré ma femme, ce n'était pas mon but de me marier mais c'est la vie, on s'est rencontrés et on a fini par se marier. Toutes ces années, j'ai travaillé sur des chantiers, dans l'électricité, comme livreur, chauffeur, pas mal de choses. Aujourd'hui, on est séparés, ma femme me battait, elle était sportive mais aussi agressive, c'est pour ça que je suis parti, la police est au courant. Mais c'est pas une raison pour quitter la Suisse ! On a cherché à me faire partir, mais je suis une personne réveillée, je ne suis pas un zombie, je sais que j'ai des droits. C'est la vie, on doit combattre pour vivre. A Zurich, juste après ma séparation, c'est là qu'on m'a sorti du système, tout simplement. Mon dossier était introuvable, il avait disparu !

C'est pour ça que je suis venu à Lausanne, mais j'ai dû me battre pour que mon dossier réapparaisse, Non, je ne suis pas mort ! Mon dossier a finalement été retrouvé, j'ai pu récupérer mon permis B, même si aujourd'hui je dois le renouveler tous les

1. Front islamique du salut (FIS), formation politique algérienne militant pour la création d'un État islamique.



2 ans. J'ai donc pu m'inscrire à la commune, j'étais en ordre, et j'avais un travail, dans un restaurant, à Lavaux. Malheureusement, après quelques mois, le restaurant a fermé, et je me suis retrouvé sans rien, sans logement, sans travail. J'ai fait 2 ans à la rue. C'est dur, jamais je n'avais pensé vivre ça. D'un jour à l'autre, tu n'es rien, c'est vraiment dur... Tu te regardes et tu te dis : c'est moi ? Je suis devenu ça ? Heureusement, Lausanne est une ville tolérante je trouve. Avec pas mal d'aides pour les gens qui ont besoin. Quand j'étais à la rue, j'ai été à la Soupe, à la Marmotte, dans plein d'endroits comme ça. A Zurich, il n'y a pas d'endroit où tu peux manger gratuitement ou dormir pour 5 francs... C'est important ce qu'ils font à la Soupe, quand tu es à la rue, ils ne te donnent pas seulement à manger, ils te soutiennent si tu as le moral à zéro, ils m'ont même payé la Marmotte plusieurs fois.

Le problème, avec ces endroits, c'est que c'est mauvais pour le moral. Pour ton image, quand tu te regardes, c'est dur aussi. Même si les personnes qui t'accueillent sont très sympas, très professionnels, tu vas dans des endroits où les gens, je suis désolé, je sais qu'ils sont malheureux mais moi, je ne suis pas junkie. Je me disais tous les jours : Qu'est-ce que j'ai fait pour mériter ça ? Je suis resté 2 ans, comme ça, sans rien demander à personne. Aussi parce que j'avais peur de perdre mon permis B, en demandant l'aide sociale...

Mais là, je viens de faire une demande d'aide sociale, au moins pour avoir des soins dentaires. La rue, ça t'abîme. Ça suffit, 2 ans. J'ai perdu des dents, je ne me supporte plus comme ça, ça me casse le moral. Comment aller voir un employeur

comme ça ? Personne ne veut de toi ! Aucune femme non plus... Je demandais juste ça, les dents, et là, je suis vraiment content, le service social de Lausanne vient de me dire ok, ils sont d'accord pour le dentiste. Ça va prendre un peu de temps, il y a beaucoup à faire... mais après ce que j'ai vécu, je peux bien attendre un peu plus, non ?

Tu te regardes et tu te dis : c'est moi ? Je suis devenu ça ?

Je suis optimiste maintenant. J'ai un lieu pour dormir, je ne paie rien ici, comme ça le social, il verse le minimum pour moi. C'est un local d'artistes, je contrôle un petit peu le lieu, je fais en sorte que tout soit bien, que tout fonctionne, que ça soit propre quand il y a les cours de français. En contrepartie, j'ai une chambre gratuite. Oui, ça va mieux ! Et après le dentiste, je pourrai peut-être faire un cours, une formation, pour que je puisse travailler. Dans les soins, j'aimerais bien, avec les personnes âgées. Le cours Croix-Rouge je crois. Je veux vraiment vite travailler, être indépendant et plus aller au service social, je ne veux pas perdre mon permis. Montrer que je suis sérieux, que je suis tranquille et que je vais remonter la pente. Je sais que je peux y arriver.



Narciza de Jesus Galarza

J'habite en Suisse depuis 7 ans, mon ex-mari et moi, on était à Madrid avant. En 2009, il y avait la crise économique en Espagne, c'était vraiment difficile. J'étais seule au début, mon ex-mari est venu me rejoindre quand j'ai eu un travail. J'ai trouvé une place d'aide-cuisinière en 15 jours seulement! Mon ex-mari est arrivé, on habitait chez un monsieur, dans une chambre, c'était tout petit. A 2, ça allait tout juste. Mais quand je suis tombée enceinte, le propriétaire nous a demandé de partir, il ne voulait pas nous garder, avec le bébé. Je me suis donc retrouvée sans maison, je suis partie avec mon enfant que je portais contre moi et une valise à la main. Heureusement j'ai pu aller dans un foyer pour femmes. C'est là-bas qu'on m'a dit d'aller au service social, pour le logement.

J'ai eu de la chance, la dame qui m'a reçue à l'unité logement était très gentille, elle a compris la situation. Elle m'a proposé d'aller à l'hôtel, j'y suis restée 1 mois, heureusement elle m'a trouvé rapidement un studio. On y a habité 1 année et ensuite un 2 pièces s'est libéré, j'ai tout de suite dit oui. Comme j'étais la seule à travailler, c'était difficile de payer le loyer, avec seulement mon salaire, alors j'ai cherché un logement subventionné. J'ai cherché, j'ai cherché! Mon assistante sociale parlait espagnol, elle m'a vraiment aidée, pour les dossiers, les gérances, les appels. Elle me donnait du courage aussi: « Allez madame, ça va marcher ce coup-là, faut y croire! » Au bout d'une année, je me suis demandé: Oh mon Dieu! qu'est-ce que je vais faire? J'avais fait tellement de visites, et on me répondait toujours non... Et un jour, il y a 3 ans,

mon assistante sociale m'a donné l'adresse d'un appartement. La visite était à 17h, je suis venue à 16h, le monsieur m'a vue, ils venaient de finir les travaux, et il m'a dit: « Allez, montez! montez! » Je voulais cet appartement, il était parfait et en plus, en face, il y avait la Migros. C'était un vendredi, il était juste trop tard, le bureau des subventionnés ferme à 16h30, mais le lundi, à 7h30, j'étais devant le bureau. Et ils me l'ont donné. J'étais si contente!

On m'a donné, alors je donne aux autres.

Je viens de divorcer mais comme je travaille à 100%, je suis ouvrière dans une usine médicale maintenant, j'arrive à payer le loyer, je n'ai pas besoin du social. C'est juste, mais ça va. Si un jour le père de mon fils paie une pension alimentaire, ça ira mieux... Là, c'est vraiment le loyer, la nourriture, les choses importantes. Pas de cinéma ou de vacances, mais j'espère que ça ira mieux bientôt, j'ai fait une demande à l'Etat pour la pension alimentaire. On verra. Le plus important, c'est mon fils. A l'école et plus tard qu'il étudie.

Aujourd'hui, comme ma vie va mieux, c'est moi qui essaie de motiver et d'aider des personnes que je croise dans la rue. C'est important pour moi, je suis passée par-là. On m'a donné, alors je donne aux autres. Je comprends que des gens n'aient plus le courage de chercher un appartement, c'est tellement difficile de trouver! Peut-être que ce serait bien qu'il y ait plus d'immeubles et d'appartements pour des personnes qui n'arrivent pas à se loger, oui, je pense que ce serait une bonne chose.

Prendre en compte l'environnement: la parole aux voisins

- P. 27 C'est du respect que la ville leur donne.**
Catherine Di Giovanni | Voisine de la Soupe populaire
- P. 31 Le respect des gens, c'est fondamental, on ne peut pas faire sans.**
Alice & Gilbert Badoux | Voisins de la Soupe populaire
- P. 35 En tant qu'humain, je soutiens ce projet...**
Kami Behbahani | Commerçant de la rue St-Martin
- P. 37 Même si elle n'a rien à donner, un sourire et un bonjour, c'est important.**
Noëlle Schönenberger | Commerçante du Rôtillon

Catherine Di Giovanni

Cet appartement, quand il s'est présenté, je l'ai pris sans hésiter, il correspondait à mes moyens. Je ne connaissais pas le quartier, j'ai vécu plus de 20 ans à Genève, très peu d'années à Lausanne. Ça fait 10 ans que je suis ici, ça me convient très bien, le loyer n'est pas trop cher, on n'est pas loin de la ville, le CMS¹ est au 6^{ème}, ils sont supers, l'hôpital est à 10 minutes, je n'ai pas besoin de voiture pour aller au supermarché ou ailleurs, c'est très bien. Pour le moment, je suis déplacée pendant 3 mois, mon appartement est en réfection, comme tout l'immeuble, ça sera fini en 2017. Ici, je n'ai pas de soleil, pas de vue, je ne vois pas le pont Bessières, c'est beaucoup plus petit, même mon chien n'a pas de place ! Je suis mal ici, mais bon, c'est 3 mois...

Le quartier, en 10 ans, j'ai appris à le connaître. Il convient parfaitement à mes capacités de déplacement, à mes besoins mais il est très désagréable à cause du bruit des boîtes de nuit qui ne devraient plus être en ville et à cause de la Soupe populaire qui devrait être mieux entretenue. S'il y avait un peu plus de protection aussi... Mais voilà ! Tant pis, on supporte certaines choses et c'est peut-être pareil dans d'autres quartiers, je ne sais pas. Les boîtes de nuit, c'est quand même l'horreur ! Quand ils sortent à 2, 3 heures du matin, y a de tout hein ! des vomis, des bouteilles de bière, des préservatifs, des gens qui en plein été se dénudent et gueulent tout ce qu'ils peuvent. C'est Brooklyn ici !

Avec la Soupe, ce qui me dérange, c'est leur manière de s'étaler et de manger sur les trottoirs. Je suis au rez surélevé, juste au-dessus de la fenêtre qui est

tout en bas de l'immeuble, celle du magasin. Alors je suis à même de voir ceux qui viennent faire pipi, contre les murs, entre les poubelles, et ceux qui viennent faire caca, sans même se gêner. Ou qui viennent crier sous les balcons, les gens ne savent pas parler au téléphone, ça gueule, ce qui fait que moi je suis agacée pendant 10 minutes, un quart d'heure, 20 minutes, ce n'est pas mon histoire et je dois pourtant fermer les fenêtres. C'est vrai qu'il y a aussi le dépôt du théâtre « chaipasquoi », ils font un boucan pas possible la nuit, jusqu'à 2h, 3h du matin, et ils s mettent à 10 à fumer dans cette petite cour. Moi qui ai arrêté de fumer depuis 6 ans, je dois fermer mes fenêtres pour éviter que la fumée vienne à l'intérieur...

Depuis que je suis là, c'est comme ça. 10 ans. Même la concierge était contente de partir, elle en avait marre de se faire traiter de tous les noms quand elle ronchonnait que ses poubelles étaient salies par ces gens. Ça n'a pas changé en 10 ans, c'est tranquillement la même chose, pourquoi changerait-on ce qui va bien comme ça ? Je suis allée leur poser la question, à la Soupe, pour les gens qui viennent faire leur chose devant notre entrée : « On essaie de faire attention, mais qu'est-ce que vous voulez, y a trop de monde... » A l'époque, il y avait des toilettes, un peu plus haut, même là-bas ils n'y allaient pas. Je suis retournée à la Soupe : « Ecoutez, la seule chose qu'on peut faire, c'est un peu plus attention, mais voilà, on ne peut pas les contrôler vraiment ». La réponse, c'était juste pour me calmer.

1. Centre médico-social (CMS).



Mais ils ne peuvent pas faire ce contrôle, ils sont submergés ! Ce n'est pas leur faute, je ne leur jette pas la pierre. La faute, c'est un manque d'organisation. De moyens aussi j'imagine... C'est de l'à-peu-près, c'est fait comme ça, sur le pouce. Manque d'organisation, manque de structure, manque de moyens. Il n'y a qu'une chose : la grande volonté de ces personnes ! Et une grande patience, c'est tout ce qu'il y a. Et comme on dit : la plus belle fille ne peut donner que ce qu'elle a. Il est là le problème. Il y a une jeune fille à la Soupe, je l'ai vue déjà 2, 3 fois, cette fille elle se démène comme elle peut, mais la pauvre, elle n'a que deux mains ! Il y a l'arrivage de la nourriture qu'il faut amener, après il y a la distribution, et après la distribution... il y a des gens qui jettent ce qui ne leur plaît pas dans la rue, dans la cour, par-dessus nos poubelles, pas dedans ! c'est fatiguant de soulever le couvercle... Vous avez des pains entiers qui sont jetés, il faut le dire. Je sais que c'est une minorité de gens qui font ça, mais ça fait bizarre, vraiment.

C'est du respect que la ville leur donne.

J'ai travaillé toute ma vie, j'en arrive pas à comprendre comment on peut aller à la Soupe et jeter la moitié de son assiette. On retrouve de tout devant l'immeuble, des plats qui ne sont pas mangés, du pain, des fruits et tout un tas de trucs qui ne sont pas consommés. Si tu ne manges pas, c'est que tu n'as pas faim, non ? Alors pourquoi viennent-ils ? Si ça ne te plaît pas, tu ne prends pas, non ? Tu ne vas pas jeter ? Je ne comprends pas...

Pour moi, la Soupe populaire, comme elle est aujourd'hui, elle ne valorise ni les gens qui y travaillent ni les gens qui ont vraiment besoin d'y aller. Je suis en colère parce que justement, il n'y a pas de respect, ni pour les uns, ni pour les autres. Mais ces gens, qui ont vraiment besoin de la Soupe, me font de la peine, et là, en voyant ce que va devenir cet endroit, je trouve ça magnifique. C'est du respect que la Ville leur donne. C'est que du positif, pour nous, pour eux, pour tout le monde. Ça fait un moment que j'entends dire que la Soupe va être détruite et reconstruite, mais là, c'est super ! Qu'on soit au propre et qu'on soit dans la paix, que les gens soient reçus dans un endroit digne et qu'ils soient assis à des tables pour manger, que l'équipe de la Soupe puisse enfin travailler dans des conditions décentes, on ne peut pas demander mieux ! Pour moi, tout est dit. Si une personne se sent respectée, je pense qu'elle va mieux respecter ce qu'on lui donne. Même si c'est populaire, il faut lui donner les moyens de se sentir quelqu'un.



Alice & Gilbert Badoux

Alice Badoux | Si à Lausanne on pouvait réellement choisir son appartement, ce serait bien ! Disons que cet appartement, il nous a plu, et on a eu la chance de l'avoir. Lors de la visite, Gilbert n'était pas là, je me souviens qu'en arrivant, avec cette grande baie vitrée, la lumière, j'ai trouvé ça trop beau. En plus, d'avoir cette vue... je me suis dit : J'espère qu'on l'aura celui-là !

Gilbert Badoux | La raison principale du déménagement, c'était la place. Avec l'arrivée des enfants, on avait besoin de plus grand. On était au chemin de Montétan avant, vers les Bergières, c'était une bonne chose de se rapprocher du centre, ici, on est à 2 minutes de tout. Maintenant, avec les 2 enfants, ils ont 7 et 12 ans, c'est vrai que c'est un peu petit. Les enfants ont leur chambre, chacun la sienne, nous, on dort dans le salon. Mais ça nous suffit, pour le temps qu'on y passe. Des fois, on essaie de voir un petit peu à droite à gauche, mais c'est ultra cher ! On aimerait bien prétendre à mieux, mais là on ne paie vraiment pas cher par rapport à l'endroit, 1'300 francs charges comprises, si on regarde les prix du marché...

AB | Moi, je n'ai pas envie de partir d'ici, c'est chouette d'être au centre ville. On est des citadins tous les deux, les enfants aussi, ils sont nés en ville. J'aime bien vivre en centre-ville, pour l'accessibilité, les gens, la vie quoi. C'est vrai qu'il y a du bruit, qu'il y a du mouvement, mais ça va, ça m'gêne pas trop.

GB | C'est une question d'habitude. On est des fois réveillé à 4h du matin par les mecs qui sortent

bouffés des boîtes en face, à partir du jeudi soir, c'est mouvementé ici. Je crois qu'il y en a encore 2 d'ouvertes, le *Boulevard des stars* et le *Tropicana* sauf erreur, mais un temps, il y avait 4 ou 5 discothèques dans le quartier, c'était chaud ! Aujourd'hui, c'est plus calme. Il y a les sirènes des ambulances qui passent régulièrement, mais bon, c'est la ville ça. Et puis il y a la Soupe, mais à 22h, ils sont tous loin.

AB | Le soir, il y a quand même plein de monde, ils sont tous sur le trottoir, c'est vrai qu'il y a pas mal de bruit. On habite ici depuis 10 ans, il y avait nettement moins de gens avant. On le voit au nombre de personnes sur le trottoir. Quand on rentre à la maison, souvent on ne peut pas passer, pardon ! pardon ! on doit passer sur la route, dépasser la Soupe et revenir sur le trottoir. Ils ne m'ont jamais rien fait, jamais, mais je peux comprendre que des petites dames âgées aient un peu peur, c'est pas rassurant, tout ces gens, cette foule.

GB | La grosse différence, c'est qu'avant, c'étaient toujours les mêmes. Un peu comme les piliers d'comptoir quoi, des gens connus dans l'quartier. Mais les problèmes, ils ne datent pas d'hier, c'est juste que maintenant il y a plus de monde. Et pour nous, quand je dis nous c'est notre famille mais c'est valable pour tous les voisins, le plus gros problème, c'est qu'il n'y a pas de point d'eau à la Soupe. Pas de toilettes. Déjà, j'sais pas moi : on s'lave les mains avant de manger ! Qu'un endroit comme la Soupe soit sans toilettes... franchement, j'ai du mal à comprendre. Résultat, les gens viennent faire ça vers nos poubelles. Des fois, ils s'mettent même les

containers en fonction pour se cacher. Mais nous, d'en haut, on les voit. On passe là avec les enfants tous les matins, c'est juste dégueulasse ! Depuis 10 ans qu'on est là, c'est comme ça. Avant, il y avait des toilettes publiques, en haut, dans la rue, en montant, mais ils les ont fermées. Alors il y a celles sous le pont, à Bessières, mais ils ne vont pas jusque là-bas, c'est trop loin pour eux ; c'est plus facile juste derrière le mur. Sous nos yeux quoi.

Le respect des gens, c'est fondamental, on ne peut pas faire sans.

AB | C'est vraiment quelque chose qui nous gêne... Ok, il n'y a pas de toilettes à la Soupe, mais quand même... On en a parlé à la gérance, mais comme ça va être détruit et qu'un nouveau bâtiment va être construit, ils nous ont dit qu'ils n'allaient rien faire pour le moment. Alors on essaie de leur faire comprendre, tous les voisins leur disent. Même depuis le balcon, on leur dit : Hé oh ! pour qu'ils s'en aillent. Mais ils s'en foutent, ils sont là, ils font entre les poubelles, ça ne les dérange pas qu'on passe à côté... L'ancien concierge, il les arrosait au jet d'eau !

GB | Plusieurs fois, moi, j'suis descendu faire la police... leur dire que ça s'fait pas, que c'est privé, qu'il y a des gens qui vivent ici. Qu'ils n'ont pas le droit de faire leurs besoins comme ça, qu'il y a des toilettes à 100 mètres. Mais y a rien à faire ! On s'fait presque insulter... Je suis allé à la Soupe, pour leur dire. Et j'y suis retourné quand il y a eu cette

fameuse loi sur les sacs poubelle, avec la taxe. Ils venaient dans nos poubelles pour vider les sacs et les récupérer et en plus ils balançaient dedans leurs propres poubelles, comme ça, à l'arrache ! C'était un souk mais... impressionnant quoi !

AB | Et nous après, on a reçu des avertissements, une lettre de la gérance, alors qu'on faisait les choses comme il faut.

GB | Avec la Soupe, moi, j'ai vite abrégé quand j'ai vu qu'ils rentraient pas en matière. Y a pas de toilettes, c'est comme ça ! Et pour les poubelles, ils passent de temps en temps un p'tit coup de balai quand c'est vraiment trop dégueulasse. Mais ils ne viennent pas jusqu'ici, c'est privé donc ce n'est pas à eux. J'ai abandonné. Maintenant, on vit avec. Et on fait la police. J'ai ma petite seringue, là, et d'en haut, je les arrose. Bah ! Faut bien prendre ça avec un petit peu d'humour ! Par contre, il y a un truc qui me fait moins rire, qui me pose vraiment problème : c'est juste pas normal de retrouver par terre des tas d'assiettes pleines ! Moi, je suis enfant de la DDASS¹, j'ai fait 15 ans de DDASS, la rue, avoir faim, j'sais ce que c'est, je sais comment ça s'passe ! Quand on vous donne une baguette de pain, vous la prenez, on crache pas d'ssus quoi !

AB | C'est vrai que des fois, on s'demande... Je ne suis pas non plus du genre à juger, je travaille dans les soins, je sais que parfois c'est différent que ce qu'on peut imaginer, qu'il y a plein de choses qu'on ne connaît pas de leur vie, mais ça questionne... J'y connais rien aux voitures, mais il y a en a quand même de belles qui se garent là, aux heures d'ouverture de la Soupe. Enfin... c'est compliqué...

GB | Il faut des endroits comme ça, je le sais mieux que quiconque. Mais pas dans ces conditions ! Je sais qu'il y a ce projet de construction, avec la Soupe, mais avant d'aller voir plus loin, il faut se demander si on est capable de gérer ce genre d'endroit. Aujourd'hui, maintenant. Avant de vouloir en rajouter. D'un autre côté, je comprends, s'ils n'ont pas assez de place pour accueillir tout le monde et ajouter des toilettes à l'intérieur, ça ne sera pas un mal de tout refaire à neuf. Mais dans ce cas-là, qu'ils fassent quelque chose pour l'hygiène, qu'ils règlent une fois pour toutes cette question des toilettes ! Un peu de respect vis-à-vis du voisinage ne ferait pas de mal non plus, parce qu'ils ne nous respectent pas en ne répondant pas quand on leur fait des remarques. Moi, c'est juste ça ; sur le principe, aucun problème, mais qu'ils fassent les choses bien.

AB | On est tous ensemble, on vit tous ensemble. La propreté des lieux, le respect de cette propreté et puis surtout le respect des gens, c'est fondamental, on ne peut pas faire sans. Alors peut-être qu'un quartier neuf ça inspirera les gens, ça leur donnera envie de prendre soin des endroits qu'ils fréquentent. Actuellement, peut-être qu'ils se disent : « De toute façon, c'est déjà crade, tout le monde balance ses assiettes, après tout... » C'est vrai qu'en voyant les plans du futur bâtiment, la première impression, c'est : Waouh ! C'est imposant quand même, mais au moins, ce sera neuf. Par exemple, le Rôtillon, ils ont tout refait, j'aime bien, c'est joli, alors quand je vois ça, je me dis que ça va bien venir aussi dans notre quartier ! C'est peut-être le début de quelque chose de plus beau, de plus agréable, de plus aménagé aussi. Par exemple,

je pense que nos enfants, ils aimeraient bien qu'il y ait des jeux dans le parc...

GB | C'est un peu un parc à chiens, aujourd'hui. Avec les herbes hautes... faut faire attention où on marche, c'est pas top pour les enfants. Et le soir, avant que la Soupe n'ouvre, il y a quand même pas mal de personnes qui viennent picoler, c'est un peu glauque parfois. Mais la promenade par les escaliers, elle est sympa, il y a vraiment quelque chose à faire avec ce parc. Déjà, il faut que ce soit éclairé. Et animé, régulièrement. Il y aura aussi des appartements dans cet immeuble, donc des familles j'imagine, des enfants, de la vie quoi. Il y a tout pour faire quelque chose de sympa avec ce parc. Des terrains de pétanque, rien que ça, les gens viennent, apprennent à se connaître, c'est convivial. Ou des jardins communautaires par exemple. Ce serait parfait ici ! Le luxe, ce serait un petit local, 30m², des ateliers pour les gamins, une fête des voisins, quelques outils pour les jardins... Animer le quartier quoi ! Si les gens se plaisent et se sentent chez eux, c'est pas encore gagné, mais c'est un bon bout de fait !

1. Direction départementale des affaires sanitaires et sociales (DDASS), l'équivalent français, pour l'accueil et le placement des mineurs, notamment orphelins, du Service de protection de la jeunesse (SPJ) dans le canton de Vaud.



Kami Behbahani

Pour moi, le tapis est un art. Avoir un commerce de tapis, c'est les choisir, savoir reconnaître le savoir-faire des artisans qui les fabriquent... Je suis passionné par ce métier. De formation, je suis ingénieur agronome. J'ai travaillé près de 15 ans pour le gouvernement iranien. Quand j'ai quitté mon pays, je devais faire une équivalence de diplôme pour exercer mon travail. Je n'avais pas envie d'être à nouveau employé, j'avais des idées et la perspective de faire 2 à 3 ans d'études dans une langue étrangère ne m'encourageait pas. J'avais travaillé quelques temps avec des proches qui avaient un commerce de tapis en Allemagne, j'ai donc profité de mon expérience pour créer ce commerce.

J'ai débuté mon activité en 1990. Au début, j'étais juste à côté du magasin actuel. Quand la place s'est libérée, j'en ai profité pour m'installer ici, dans un local plus grand. Je ne connaissais pas bien le quartier à l'époque, j'ai peut-être commis une erreur, il y a peu de passage dans cette rue. Pour un commerce, le passage des piétons, c'est important.

La Soupe n'était pas là quand j'ai commencé. Ça a changé un peu le quartier, oui, il y a beaucoup de gens sur le trottoir d'en face, le passage est souvent bloqué mais la grande majorité des gens qui vont à la Soupe sont des gens calmes. Un temps, j'ai eu pas mal de problèmes, des cadenas cassés, les vitrines aussi, mais les principaux problèmes venaient des discothèques, en haut. Les gens étaient saouls, il y avait des bagarres. Aujourd'hui, ça va nettement mieux le quartier est agréable. Et comme il n'y a plus de potentiel en ville pour de nouveaux projets,

je pense que petit à petit le quartier va se transformer. Il y a une garderie qui s'est installée un petit peu plus bas, c'est une excellente idée! Ça arrange beaucoup de familles et en plus, ça participe à changer le quartier, à le rendre plus vivant.

En tant qu'humain, je soutiens ce projet...

Il y a une vingtaine d'année, avant que la Soupe soit en face, dans le hangar, un bureau d'architecture avait présenté un projet pour construire 300 à 400 places de parc, des logements et des bureaux. Aujourd'hui, il y a ce projet d'immeuble social. Le commerçant qui est en moi préférerait le premier projet, je ne pense pas que le bâtiment qui remplacera la Soupe m'apportera des clients. Mais en tant qu'humain, je soutiens ce projet, il faut faire des choses pour les gens qui sont dans le besoin. Tout le monde a le droit de vivre dignement. Mais leur présence ne doit pas déranger les autres.

Si ce projet se concrétise, je ne pense pas du tout m'y opposer, même si je pense à la partie commerciale en moi! Mais j'aimerais bien sûr qu'on puisse me garantir une surveillance assez stricte. C'est comme pour la circulation, si vous laissez les gens sans agents qui contrôlent les places de parc, après 6 mois, même les Suisses feront comme les autres. Seule la loi contrôle la situation.

Les citoyens qui vivent et travaillent dans ce quartier sont des gens sympathiques, qui recherchent une vie calme. Ils doivent se sentir respectés.



Noëlle Schönenberger

On nous avait toujours dit que dans le quartier les boutiques ne marchaient pas, mais en passant devant ces grandes vitrines, on s'est plutôt dit que ce local avait du potentiel. Je crois qu'on a eu raison, d'autant plus que le quartier a beaucoup évolué ces dernières années. Mon mari est tatoueur depuis son adolescence, il avait vraiment envie d'ouvrir son propre studio, alors quand l'occasion s'est présentée, on n'a pas hésité. Quand on est arrivé, il n'y avait pas encore le métro, ni le rond-point, mais aujourd'hui le Rôtillon a bien changé: il y a des cafés, quelques terrasses, beaucoup de petits indépendants, des artistes aussi. Il y a un peu plus de passage maintenant, mais c'est vrai que les gens viennent plutôt chez nous parce qu'ils connaissent l'adresse. Nous, le business tourne bien, on a de la chance, mais pas mal de commerçants souffrent, les petits surtout. Et puis, il y a toujours beaucoup de démarches à faire, pour mettre un banc dehors, de la décoration, faire joli et animer un peu le quartier. On a un arbre devant le studio, on considère que c'est un peu notre arbre, alors on le décore de temps en temps, avec des rosiers, des petites choses... mais la commune enlève tout, à chaque fois. On aimerait que ça soit plus convivial, plus vivant.

D'un autre côté, à Lausanne, on est dans une ville où pas mal de choses existent pour les personnes qui ont besoin d'aide. Ça fait 20 ans que je suis dans le quartier, je travaillais à *L'illustré* avant d'ouvrir le studio, et pour moi, la Soupe populaire, elle en fait intégralement partie. J'admire vraiment ce qu'ils font, cette façon d'accepter chacun, sans question-

naire, sans formulaire, sans classement de couleur, de peau ou de race, sans jugement. D'offrir un repas mais aussi un moment de convivialité, de partage.

Même si elle n'a rien à donner, un sourire et un bonjour, c'est important.

J'ai une petite fille de 10 ans, j'essaie de lui expliquer qu'on ne sait jamais comment la vie peut tourner et que, pour les gens qui sont dans la galère, c'est d'autant plus dur de l'être dans un pays où « il y a tout pour être heureux ». C'est tellement culpabilisant ! On entend souvent des choses comme : « Ah mais celui-là, il n'a qu'à travailler ! S'bouger ! » mais quand tu es en dépression ou que tu as tout perdu, tu n'as pas les ressources pour te motiver, tu te sens tellement *insecure*... C'est difficile de se mettre à la place de ces personnes quand tu as tout, des parents aimants, une jolie maison... Je crois que c'est important de dire ce genre de choses à son enfant. Et de lui montrer qu'une autre réalité existe, que les gens qui sont dans la précarité ne le sont pas parce qu'ils sont feignants, que c'est toujours plus compliqué que ça. Un jour, Mère Sofia avait organisé une vente de sets de légumes à 5 francs, de quoi faire une soupe, et les sous revenaient à la fondation. On y était, ma fille et moi, il faisait froid. Je voulais juste qu'elle se mette à la place d'une personne à qui en général on ne dit pas bonjour, qu'on préfère même éviter du regard. Lui faire comprendre que même si elle n'a rien à donner, un sourire et un bonjour, c'est important.

Se nourrir du terrain: la parole aux intervenants

- P. 41** **On est des urgentistes du social.**
Bérénice Mercier & Nicolas Chappuis | Responsables de la Soupe populaire
- P. 45** **Faire du lien, c'est basique, mais ça marche. Et c'est essentiel!**
Véronique Pochon | Cheffe de l'unité Espace d'accueil du Service social Lausanne
- P. 49** **C'est un beau projet aussi pour ça: il va créer de la synergie.**
Marc-Antoine Berner | Assistant social à l'unité logement du Service social Lausanne
- P. 52** **Entretien avec Antonio Ganhao & Gilbert Cotting**
Chef de secteur au Service de la propreté urbaine
Chef d'équipe au Service des parcs et domaines



Bérénice Mercier & Nicolas Chappuis

Bérénice Mercier | La Soupe populaire est née il y a environ 25 ans lorsque Mère Sofia a commencé à servir de la nourriture aux personnes marginalisées, en rupture avec la société. Au tout début, c'était une soupe chaude et du pain, dans la rue. En 2004, la Soupe s'est installée dans ce local, à St-Martin 18. Aujourd'hui, la Soupe propose un plat chaud, 7 jours sur 7, à manger sur place de 19h30 à 21h30, et certaines denrées à l'emporter. Il y a de plus en plus de monde alors on s'est adapté, tout simplement. La population est assez différente de celle qu'on avait à l'époque, il y a toujours des personnes marginalisées mais on touche aussi beaucoup de sans-papiers ou par exemple des familles extrêmement précaires. Tout le monde est le bienvenu à la Soupe, l'accueil est inconditionnel, ce qui fait aussi je pense qu'on touche un public plus large. En 2015, on avait une moyenne de 202 personnes, on est passé à 240 en ce début d'année 2016. On est en évolution constante et on ne refuse personne, alors on n'a pas le choix, on s'adapte; pour les menus, les quantités, la marchandise à aller chercher... on s'adapte à la demande en fait.

Nicolas Chappuis | Et on s'adapte dans l'objectif de toujours accueillir les gens dignement. On ne fera jamais de concessions sur l'accueil. Moi, ça fait une année que je suis là, j'ai commencé comme auxiliaire avant de devenir l'adjoint de Bérénice, et c'est vrai qu'en 12 mois il a déjà fallu inventer pas mal de petites choses, imaginer de nouvelles solutions pour mieux utiliser l'espace. On a détruit

une petite réserve pour mettre une table en plus, on a mis un canapé là où il y avait des containers, on peut peut-être encore moduler l'espace ici ou là mais à 240, voire 270 personnes, ça devient vraiment ric-rac! Quoi qu'il advienne, on arrive toujours à accueillir et servir tout le monde. Aussi parce qu'on peut compter sur des bénéficiaires qui sont très respectueux du lieu et qui du coup font un tournus. Les gens s'autogèrent très bien, on a peu à intervenir à ce niveau-là. Je pense que c'est en grande partie dû à l'énergie qu'on essaie d'insuffler tous les soirs : la Soupe, ça doit être un moment de paix, une trêve et le respect de chacun.

BM | Les gens se rendent bien compte s'ils vont juste manger une assiette et repartir ou alors, comme le dimanche, quand c'est plus calme, quand il y a moins de monde en même temps dans la salle, là, du coup, ils vont plus facilement rester boire un thé ou un café et discuter un moment. Cette auto-gestion, ça nous aide vraiment dans notre travail.

NC | En dehors des heures d'ouverture, notre boulot c'est de faire tourner ce petit monde, d'organiser les ressources et de les gérer. En soirée, en tant que responsables, on doit avoir un point de vue global sur la situation. Gérer les collaborateurs, les bénévoles, les demandes et les flux : comment rentrent les gens, comment ils sortent, et bien évidemment régler tous les problèmes qui peuvent se poser. Quand l'ensemble fonctionne, on peut alors prendre du temps pour parler avec les gens, les orienter, leur trouver des solutions. Ce travail individuel, cette marge de manœuvre, c'est vraiment important pour nous, mais quand on a 250 personnes le soir, c'est sûr qu'on a moins le temps...

BM | On ne sait pas combien de personnes il y aura chaque soir, on est donc très attentif à la gestion du stock au fil de la soirée. Il faut aussi s'occuper des bénévoles, chaque soir c'est une quinzaine de personnes qu'il faut encadrer. Mais c'est vrai qu'on essaie d'être le plus possible à disposition des gens, pour toutes sortes de demandes, qui vont de charger un téléphone à trouver une place pour dormir en passant par les urgences médicales. Quand j'ai commencé, il y a 5 ans, comme bénévole, c'était complètement par hasard, j'avais entendu parler de la Soupe mais je ne savais pas du tout comment ça fonctionnait, et là, honnêtement, je suis tombée amoureuse de cet endroit. De l'énergie qu'il y avait, du principe de base aussi, à savoir l'accès à la nourriture pour tous de manière inconditionnelle. Ce qui fait que je suis revenue régulièrement et quand le responsable de l'époque m'a proposé un poste à 20%, j'ai sauté de joie. Au fur et à mesure, j'ai pris un pourcentage un peu plus élevé jusqu'à devenir responsable de cet endroit. Je me retrouve vraiment dans la question de l'accès à la nourriture, qui est un fondement des droits de l'homme. Et c'est vrai que de pouvoir faire ce travail de manière autonome, être libre tout en ayant ce principe pour fil rouge, c'est une chance exceptionnelle. En même temps, s'il y a bien un endroit pour constater une augmentation de la pauvreté, la précarisation d'une partie de la population, c'est ici ! On a beaucoup de problématiques liées à l'absence de permis de séjour, de personnes avec addictions qui sont simplement dans une faille du système administratif et pour qui c'est extrêmement dur de retrouver une autonomie. Les situations sont de plus en plus difficiles à résoudre, de plus en plus de gens restent enlisés et ne trouvent pas de sortie par le haut.

NC | En fait, pour moi, le travail qu'on fait est un travail d'urgence. On est des urgentistes du social. Notre milieu, que ce soit l'accueil de jour, de nuit ou la distribution de nourriture, en un mot le *bas seuil*, a tendance à se « démocratiser », j'entends par-là que de plus en plus de gens ont recours à ces services pour des raisons toujours plus diverses. On doit toujours se réinventer, se poser de nouvelles questions, et notre travail c'est aussi de pouvoir insuffler cette mentalité dans l'équipe.

On est des urgentistes du social.

BM | Avoir autant de personnes en situation difficile regroupées en un endroit, c'est sûr que c'est un défi. Il y a des nuisances sonores, d'hygiène pour les voisins, le fait d'être au maximum des capacités de la Soupe pose de nouvelles questions, par exemple comment les gens s'approprient le trottoir quand il fait beau ? Et plus généralement le quartier ? C'est aussi poser la question des limites de notre Soupe. Jusqu'à quel point est-on responsable des gens, chez nous et quand ils sortent ? Bien évidemment, on essaie de les sensibiliser, de mettre des poubelles, on fait un tour dehors en fin de soirée. Mais de manière plus profonde : comment se sent-on dans une ville quand on est SDF ? Comment s'approprie-t-on l'espace public quand on dort dans la rue ? Et puisque le voisinage se plaint souvent des déjections dans la rue, ce qui est compréhensible, comment s'approprier des toilettes publiques qui sont fermées le week-end et le soir, « les usagers de la journée n'en ayant plus besoin puisqu'ils en ont chez eux ? » apprend-on...

NC | Ces questions se poseront directement pour nous, avec les nouveaux locaux. D'un côté, c'est vrai qu'on est assez content, on aura *a priori* des toilettes pour tout le monde et pas seulement une cabine WC pour le personnel installée sur le tard dans la réserve, on aura une cuisine, ce qui va quand même nous simplifier la vie au niveau logistique, mais d'un autre côté se posera vraiment la question de l'appropriation du lieu. Pour nous, et pour les bénéficiaires. Avec la croissance de la population qui est demandeuse de la Soupe, je n'ai jamais eu de doute qu'un jour on aille vers quelque chose de plus institutionnel, mais comment concilier institutionnalisation et qualité de l'accueil ? Pour moi, le lieu tel qu'il est aujourd'hui est vraiment garant de la paix qu'on a ici, de l'ambiance, de l'atmosphère. Est-ce qu'on aura la liberté de faire ce qu'on veut ? Quelle autonomie on aura dans ce bâtiment si on veut par exemple mettre un poster au mur, faire un graff ou changer l'emplacement du mobilier ? Comment faire en sorte que les gens ne soient pas en vitrine, comme c'est un peu le cas sur les plans du bâtiment ? Les détails sont importants, ils peuvent être stigmatisants. En fait, c'est la question de l'identité d'une structure qui est posée. Personnellement, je me demande dans quelle mesure la Soupe trouve son identité justement parce qu'elle est dans ce hangar, un peu à l'écart des autres structures, sans être trop éloignée. Qu'est-ce que ça sera demain une Soupe populaire où ça sera marqué SSL+Soupe populaire + autre chose ?

BM | Et comment faire pour qu'un bénéficiaire qui vient dans une structure sociale se sente chez lui ? Qu'il puisse aussi avoir toute cette petite part de...

de poésie ! je ne sais pas comment l'appeler, mais ce qui fait qu'il va se sentir à l'aise. S'approprier le lieu, débarrasser son assiette, le respecter... Se sentir un peu à la maison finalement.

NC | La Soupe, c'est un bistrot social. Il y a des gens qui viennent simplement chercher de la compagnie, mais pour les gens qui sont à la rue, qui sont extrêmement marginalisés, et qui représentent la grande masse de nos bénéficiaires, la Soupe est une sorte de soupape de décompression dans leur journée qui est ritualisée par l'ouverture des différents lieux d'accueil. Et ces lieux d'accueil, pour une partie d'entre eux, ils vont bientôt être rassemblés au même endroit. Du coup, la Soupe va se retrouver au milieu d'une espèce d'épicentre de la précarité et comme tous les soirs elle fermera en dernier, je n'aimerais pas qu'elle devienne garante de problèmes qui ne la concernent pas. On n'a jamais eu besoin d'un agent de sécurité. On n'en veut pas, ça remettrait clairement en question l'identité de la Soupe. Je crois au contraire que la Soupe doit conserver ce côté un peu familial, même dans du neuf. Elle est subventionnée, oui, mais sans les 200 bénévoles, on ne pourrait pas fonctionner. La Soupe, c'est une démarche citoyenne.

BM | On l'a vu il y a encore quelques semaines, on a fait un appel à la solidarité, on a été complètement débordé par le nombre d'appels. J'ai vraiment le sentiment que les Lausannois sont plutôt fiers de la Soupe, de ce qu'elle représente, et qu'ils ont envie de la garder. Non pas forcément telle qu'elle est, mais avec son âme.



Véronique Pochon

L'Espace est ouvert depuis le 3 décembre 2012, je suis arrivée un mois après l'ouverture. Auparavant, je travaillais à Caritas où j'étais responsable, je m'occupais des hébergements d'urgence de Vevey et d'Yverdon. Pendant la première année, j'ai fait des veilles, j'ai appris beaucoup de choses, acquis de l'expérience dans le domaine de la précarité. Par la suite, j'avais un rôle finalement très délié de l'équipe, je travaillais le jour, les veilleurs la nuit, je faisais quand même toujours une soirée par semaine mais en fait, le seul moment où je les voyais vraiment tous, c'était lors des colloques. Ça devenait un peu lourd, les trajets, et puis j'avais vraiment envie de travailler en équipe et surtout de travailler d'une autre manière avec les personnes en grande précarité. Alors quand le poste de coordinatrice de l'Espace et du Bureau des réservations a été mis au concours, je n'ai pas hésité une seule seconde. Je fais aujourd'hui le même travail que mes collègues, je suis sur le terrain, je m'occupe aussi de l'organisation des locaux, de nos activités, du planning, et j'essaie d'être le ciment de l'équipe...

L'Espace est né du constat qu'à Lausanne il n'y avait pas de lieu d'accueil pendant la journée pour les personnes sans logement, sans domicile, et qui dorment dans les structures d'hébergement d'urgence. Ces structures de nuit ouvrent à 20h30 ou 21h, et ferment le matin à 8h, au plus tard à 8h30. Ces personnes se retrouvaient donc à la rue pendant toute la journée. Depuis le départ, l'Espace est un accueil *bas seuil*, donc non discriminant, on ne fixe pas de critères d'accès et on est ouvert à

tout le monde. Mais c'est vrai qu'on ne s'attendait pas à accueillir autant de migrants. En même temps, cette population correspond pleinement aux raisons pour lesquelles ce lieu a été ouvert, ces gens dorment dehors ou dans les structures d'hébergement d'urgence quand il y a de la place, et ils sont plus ou moins rejetés de partout... donc en grande précarité, oui. Du coup, un Suisse qui débarquait à l'Espace se disait: « Attends là, ça, c'est pas pour moi ! » et il avait tendance à repartir. Ce qui nous a amenés à séquencer la journée pour pouvoir aussi offrir un autre type d'accueil l'après-midi, à une population vulnérable et précarisée mais plus locale, et plus demandeuse de services, de coups de main. Le lieu ne pouvant pas accueillir plus de 50 personnes en même temps, on a 2 tranches horaires le matin, de 9h à 10h30 et de 11h à 12h30. Les gens viennent pour y prendre une collation, être au chaud, se retrouver mais aussi se raser. En revanche, l'après-midi, de 14h à 17h, on reçoit par principe des personnes qui ont des demandes précises. Une population locale qui vient chercher du lien, de l'écoute, des gens qui ont reçu une lettre et qui veulent qu'on la leur explique ou qui ont besoin de pouvoir payer une amende par échelonnement, des personnes de la Communauté Européenne aussi qui ont le droit de travailler en Suisse et qui viennent pour faire un CV, comprendre comment ça se passe... Contrairement au matin, où ce sont souvent des personnes sans statut légal en Suisse et qu'on ne peut donc pas vraiment aider, même les orienter devient difficile selon leur situation, mais à qui on peut offrir à manger, à boire et un peu de chaleur, un peu de liant, l'après-midi nous donne l'occasion de faire de l'orientation, de l'information sur le

réseau local ou encore de l'aide à la recherche de logement. On travaille avec l'unité logement du service social pour tenter de reloger des personnes et ainsi les faire sortir de la précarité par le haut.

Faire du lien, c'est basique mais ça marche. Et c'est essentiel!

A l'Espace, on offre aussi une consigne à bagages et on gère le courrier de nos bénéficiaires en faisant office de boîte postale. 500 personnes en 3 ans nous ont demandés à pouvoir déposer leur courrier chez nous. Ça demande une certaine organisation et ça prend quand même du temps, d'autant plus que l'équipe gère aussi le Bureau des réservations. Il a ouvert en même temps que l'Espace et a pour objectif de permettre aux gens qui souhaitent dormir dans un hébergement d'urgence de pouvoir réserver un lit à l'avance. Avant, les gens devaient aller à la Marmotte pour essayer d'obtenir une place, en cas de refus courir au Sleep-In, etc. pour peut-être ne rien avoir au bout du compte. C'était vraiment la survie au jour le jour. Aujourd'hui, ils reçoivent une carte du Bureau des réservations et même s'il n'y a pas de place pour le jour même, ils savent qu'ils auront un lit dans 2, 3, 4 jours avec l'assurance d'y rester 7 nuits d'affilée... ça reste peu mais c'est mieux que le jour le jour.

Je crois que le système fonctionne assez bien mais il a ses limites: on n'arrive pas à répondre à la demande. Il n'y a juste pas assez de lits pour tout le monde. Surtout en été, quand l'Abri PC de la Vallée

de la Jeunesse est fermé. Je pense qu'il y a quand même chaque soir, surtout l'été, entre 100 et 150 personnes qui restent sur le carreau à Lausanne... qui dorment dans la forêt ou chez un pote s'ils ont de la chance.

La Ville de Lausanne a voulu offrir une priorité d'accueil aux gens de la région et surtout aux résidents lausannois. Même s'ils n'ont plus de logement à Lausanne, on les appelle « résidents » parce que leur dernière résidence était sur Lausanne, ce sont des gens qui sont connus pour habiter ici, pour avoir toujours été dans le coin. Contrairement à l'Espace, où tout le monde est sur un pied d'égalité, on a donc dû créer des catégories et ces personnes font partie de la 1^{ère}, ils sont prioritaires. Après viennent les personnes particulièrement vulnérables, les femmes, les enfants, les personnes âgées et celles qui ont une maladie chronique avérée ou un handicap, c'est la catégorie 2. Qui peut être temporaire, par exemple pour une personne qui s'est cassé une jambe, elle aura un statut privilégié pendant un certain temps mais une fois qu'elle ira mieux, elle sera de nouveau dans la catégorie 3, la moins enviable bien sûr. On a des exceptions aussi, typiquement une personne qui obtient un travail, on lui donne 3 mois de statut privilégié. On ne peut pas travailler et dormir dehors, c'est inimaginable, ça l'aide à conserver son job et il a un peu de temps pour trouver une solution de logement plus durable, moins aléatoire que l'hébergement d'urgence. Du coup, en été, il n'y a quasiment aucune chance pour les personnes de la catégorie 3 de trouver une place... En très grande majorité, ce sont des hommes, Africains, sans statut légal en Suisse. Ils ont compris qu'on fait de

notre mieux, avec les moyens du bord. Quand « y'a pas y'a pas », et c'est souvent pour eux qu'il n'y a pas de lit. Comme ils le disent en se marrant, c'est comme tirer un mauvais numéro, et quand il y en a un qui tire le bon, tout le monde se marre aussi.

Cette population a vraiment un côté bon enfant, on le voit à l'Espace, tout se passe super bien alors qu'on laisse forcément du monde dehors vu qu'on n'a que 50 places. En été, ça va, mais en plein hiver, quand il fait froid, c'est quand même difficile de dire aux gens d'attendre sur le trottoir, à se les geler. C'est une vraie préoccupation et en même temps il faut trouver des façons de faire pour ne pas se laisser envahir à l'ouverture et, une fois à l'intérieur, pour ne pas se laisser déborder non plus. Dans ces moments-là, on n'est pas toujours dans la grande politesse, ça se bouscule, tout le monde veut être le premier à entrer, être sûr d'avoir une place assise... C'est un peu le seul moment où la tension monte, avoir une place, être au chaud, pouvoir manger, quand ça touche à la survie quoi! mais autrement, c'est une population vraiment agréable et facile à vivre. Je crois que le truc, au final, c'est le liant. Je veux dire par là qu'on a un lien avec eux. Une reconnaissance aussi. Evidemment, moi, avec mes cheveux gris, j'suis la vieille, je suis *Mama Africa*, les gens que je ne connais pas, on a dû leur dire de venir là, leur parler de la vieille avec les cheveux gris, ils m'aperçoivent, je vois leur sourire, ils doivent se dire: « Ça y est, j'ai trouvé le repère! » C'est un grand mot de dire qu'on fait du travail social avec eux, parce qu'on ne construit pas, il y a un tel renouvellement, toujours des nouveaux qui arrivent... mais on fait du lien. Et ça, faire du lien, c'est basique mais ça marche. Et c'est essentiel!

Dans nos nouveaux locaux, à St-Martin, on partagera le rez-de-chaussée avec la Soupe populaire, il y aura 250 places assises en tout, une séparation est prévue, nous, on aura le double de la capacité actuelle, une centaine de places. On pourra accueillir plus de monde. Aujourd'hui, avec le tournus, on arrive à 80, 90 personnes pour chaque période d'une heure et demie... ça nous demandera quand même de revoir notre fonctionnement. D'autant plus qu'à partir du moment où tu as plus d'espace, ça fait venir du monde. On va devoir s'adapter, à la demande et d'autre part à nos capacités d'y répondre. On avait certaines craintes, sur le bâtiment, notamment sur les accès. Mais l'architecture est bien pensée, ça nous a rassurés, c'est vraiment important qu'il y ait des accès distincts pour les différentes populations. Il y aura une entrée pour le Bureau des réservations, une autre pour l'Espace, ça évitera qu'il y ait trop de monde en même temps, on pourra mieux anticiper les problèmes. Les gens qui habiteront dans cet immeuble auront aussi leurs propres entrées, c'est important pour qu'ils se sentent à l'aise, chez eux. Maintenant, c'est vrai que j'accueille ce changement avec beaucoup de questions, d'inquiétudes aussi. Ce n'est pas rien, quand même, de rassembler autant de personnes et de structures dans un même espace! Toute cette précarité concentrée dans un endroit... Et puis, il y a aussi le fait de partager le local et de collaborer avec une autre institution, la fondation Mère Sofia pour la Soupe populaire. Il va falloir trouver les bons aménagements... Plein de questions, oui, mais c'est aussi un joli challenge. Une jolie expérience devant laquelle on va.



Marc-Antoine Berner

Un jour, j'ai entendu parler d'une place qui se libérait à l'unité logement... c'est curieux, je m'étais toujours dit que je ne voudrais jamais travailler au service social de la Ville de Lausanne, en tout cas pas comme assistant social ! A l'époque je travaillais en psychiatrie, avec un rôle d'assistant social et d'éducateur dans un foyer, j'y étais depuis 11 ans quand j'ai postulé. La personne qui m'a parlé de ce poste travaillait à l'unité logement, je la connaissais bien et le défi que ça représentait m'a convaincu. C'est surtout la particularité d'être sur le terrain qui m'a plu, de ne pas être toute la journée derrière un ordinateur ou assis à une table mais d'avoir l'opportunité de rencontrer les gens là où ils vivent. Une heure d'entretien dans un bureau ou 30 minutes à domicile, on ne voit plus du tout la situation de la même manière. On fait un travail nettement plus efficace, on peut aller plus loin et mettre plus rapidement en place ce qu'il est nécessaire de faire. Ça fait 5 ans maintenant que je suis à l'unité logement, mon activité a vraiment du sens.

Bien évidemment, quand je reçois les personnes la première fois, ce sont les gens qui viennent à nous et pas l'inverse, la rencontre se fait dans mon bureau. Accueillir des personnes qui font face à un problème de logement, c'est le point de départ. Peu importe la situation, ce peut être une résiliation de bail pour défaut de paiement de loyer, une obligation immédiate de quitter un appartement occupé en sous-location illégale, quelqu'un qui se sépare et qui se retrouve à la rue... tous les cas de figure sont possibles. Les personnes qui font appel à nous ne sont pas forcément à l'aide sociale, on

intervient pour toute personne qui est confrontée, à un moment ou à un autre, à une difficulté de logement, quelle que soit sa situation financière. Mais on reçoit aussi des personnes qui cumulent toutes les difficultés et qui sont vraiment en situation de grande précarité vis-à-vis du logement. Des gens qui fréquentent l'Espace, qui sont à l'hôtel, à la rue ou qui dorment dans leur voiture...

Il y a près de 600 logements qui sont gérés par notre unité, les baux nous sont confiés par les gérances et le service social sous-loue ces appartements. Même si la relation entre le service social et les gérances comporte une part d'ambiguïté – quelque part elles se passeraient bien volontiers de nous et de nos bénéficiaires et, en même temps, si elles acceptent de travailler avec nous c'est qu'elles y ont un intérêt, généralement financier – c'est hyper important de soigner ce contact avec les gérances. Ce sont des partenaires et je pense qu'elles nous prennent réellement au sérieux, dans ce qu'on fait, la façon dont on travaille. Et concrètement, ça nous apporte des solutions. Pouvoir reprendre le bail au nom du service social tout en s'assurant méthodiquement que les loyers sont payés, c'est un système qui permet aux gens ayant rencontré des difficultés de conserver leur appartement. Mais ça implique toute une gestion et souvent une présence sur le terrain. C'est parfois la gérance qui nous appelle, elle n'arrive plus à contacter une personne ou il y a des difficultés de paiement du loyer. Alors on intervient, on essaie à notre tour de prendre contact, si elle réagit tant mieux on peut avancer, à défaut on se déplace à domicile pour la rencontrer, voir ce qui se passe et essayer de discuter avec elle pour trouver des solutions.

Avec certains collègues, je m'occupe également des appartements communautaires. On en a 5 actuellement, tous situés dans le même immeuble. Ce sont des appartements classiques, plutôt grands, 5, 6 pièces, très chers et que la régie avait de la peine à relouer. Le service social a pris contact avec cette gérance et lui a proposé d'en faire des logements destinés à la colocation. L'idée a été acceptée. Du coup, les appartements ont été réaménagés pour offrir des conditions de logement adaptées, non plus pour des familles mais pour des personnes seules. Il y a des appartements réservés aux hommes et d'autres aux femmes. Les familles monoparentales sont acceptées, un père peut donc y exercer son droit de visite, mais on n'accepte pas les couples. Chaque appartement permet d'accueillir jusqu'à 4, voire 5 personnes ou familles monoparentales et tout le monde a une chambre attribuée, son espace privé. En plus de la cuisine et de la salle de bain, il y a un grand salon qui permet des relations, des contacts entre sous-locataires mais aussi de générer de la vie sociale, de conserver les liens existant à l'extérieur. C'est très important pour nous que les personnes puissent, s'ils le souhaitent et s'ils en ont les moyens, garder les liens avec le monde extérieur, et qu'ils puissent les exercer à domicile. Mais on a parfois remis en question cette idée de salon parce que curieusement... c'est le lieu le moins habité. Peut-être parce que... il faut bien le dire, cette colocation, elle est forcée. Clairement, les gens quand on les reçoit et qu'on leur présente cette solution, ils ne sautent pas de joie, c'est plutôt : « Ah ! c'est ça que vous pouvez m'offrir... » C'est une solution de dépannage, temporaire, avec un contrat de 6 mois maximum et il s'agit de se mettre au boulot, de faire sérieusement

ses recherches de logement. Alors c'est certain, les personnes qui signent le contrat ne le font pas par choix, mais par défaut. Mais ce n'est pas gênant pour nous, d'abord parce que c'est provisoire et surtout parce que le but de ces appartements communautaires, c'est d'éviter au maximum le recours à l'hôtel. L'hôtel, en plus d'être très cher, c'est complètement destructeur pour la personne. Très vite elle ne gère plus rien, elle ne peut rien faire, ni à manger, ni inviter du monde, certaines personnes se retrouvent carrément toutes seules. Alors que là, la personne est coachée et accompagnée au quotidien, on a des rendez-vous hebdomadaires, on la soutient dans ses recherches de logement, dans ses démarches pour constituer le dossier, on organise des visites si nécessaire et on contacte les régies pour essayer de soutenir sa candidature. En dehors de cela, elle continue de vivre normalement.

C'est un beau projet aussi pour ça : il va créer de la synergie.

Le fait de se déplacer à domicile et de voir régulièrement les gens est vraiment important pour moi. D'une part pour garder le lien et s'assurer que la personne ne lâche pas prise dans ses démarches. Les refus systématiques des gérances, c'est cassant, c'est humiliant au bout d'un moment... Notre présence permet de stimuler une personne quand elle se décourage. D'autre part, l'objectif est de favoriser la cohésion de la cohabitation. Elle n'est pas simple en soi, c'est 4 histoires de vie qui, du jour au lendemain, doivent cohabiter. Les gens ont la

responsabilité d'assumer cette colocation, de faire en sorte que ça se passe bien et de participer aux différentes tâches d'entretien.

La finalité de notre travail, c'est bien évidemment que les gens profitent de cette période pour trouver un logement fixe. 60% d'entre eux y arrivent, avec un contrat à leur nom, que ça soit sur le marché libre, les subventionnés ou parfois d'autres solutions, pour autant qu'elles soient autonomes et durables. Mais en 6 mois, ça reste un défi ! Quand ça marche tant mieux. Et quand ça ne marche pas, eh bien on essaie de trouver avec eux des solutions plus provisoires, une sous-location, une colocation chez un ami ou encore dans la famille. Au début du dispositif, il y a 4, 5 ans, on prolongeait facilement le contrat de quelques mois, mais ce n'est pas nécessairement une bonne solution. Le côté provisoire qui dure crée une perte de sens, les gens ne s'impliquent plus de la même manière. Et puis, on a toujours quelques personnes en liste d'attente, il faut donc assurer un tournus pour offrir cette option à un maximum de gens. Ce qu'on évite absolument, c'est le recours ou le retour à l'hôtel. C'est absurde, on renvoie la personne à la case départ, ça n'a vraiment aucun sens, même si une fois ou l'autre, dans des situations très particulières, on a dû y recourir. Il arrive aussi qu'on n'ait pas de solution, la demande est tellement plus forte que les moyens à notre disposition... Entre la détresse qui nous est exprimée et le sentiment d'impuissance, parfois, c'est vrai, c'est compliqué... La réalité nous montre chaque jour que tout le monde n'a pas la même chance d'avoir un toit sur la tête. On peut dire : « Y'a un problème ! » et en rester là ou bien essayer de trouver des idées pour

résoudre au moins une partie du problème. Qu'on le veuille ou non, il y a un problème de logement. Moi, je me réjouis que le service social ait pris ça à bras-le-corps et propose des solutions concrètes. Parce qu'une bonne partie des personnes et des familles qui ne parviennent pas à se loger, ce ne sont pas des « cas sociaux », loin de là ! Après, oui, certaines personnes qui fréquentent la Soupe ou l'Espace n'ont pas le comportement de monsieur et madame tout le monde, avec parfois des manières de se comporter qui questionnent, qui interpellent, qui peuvent choquer... Ok ! Mais ces gens sont là. On les laisse dans la rue ? Ou on en fait quelque chose ? Heureusement, le service a décidé d'agir.

Maintenant, ce projet à St-Martin, il s'agit de ne pas le faire n'importe comment ! Quand le voisinage se dit que ces gens-là vont tous se retrouver dans le même quartier, je peux légitimement comprendre que ça suscite des craintes et des interrogations. C'est un sacré défi de faire en sorte que toutes ces personnes parviennent à cohabiter, que les craintes restent infondées, donc que ça soit bien géré. A mon sens, c'est un projet qui peut vraiment devenir sympa à condition qu'il y ait une présence sur le terrain, assez importante, régulière, voire quotidienne, peut-être un bureau avec une équipe sur place. Et pour ça, c'est une bonne chose que les institutions soient rassemblées. C'est vrai qu'elles n'ont pas toutes la même vision, la même philosophie, chacune a une identité forte et la revendique, elles ont parfois tendance à défendre leur p'tit bout de chapelle... mais là, les enjeux sont trop importants, il est fondamental que les structures travaillent vraiment ensemble ! C'est un beau projet aussi pour ça : il va créer de la synergie.

Antonio Ganhao & Gilbert Cotting

En quoi consiste le travail de votre équipe, au sein du service de la propreté urbaine ?

Antonio Ganhao | Le service de la propreté urbaine, le PUR, est composé de différentes divisions, dont celle du nettoyage. A Lausanne, il y a 5 secteurs, ici, c'est celui du centre. C'est le secteur le plus petit mais où il y a le plus de responsabilités, c'est là où tout se passe, avec les commerces, le pavage, les zones sensibles aussi. Avec mon équipe, on s'occupe principalement du nettoyage des WC, des passages sous-voies, des ponts et des trottoirs bien sûr. L'hiver, on fait aussi du déneigement, pour les zones piétonnes. Et puis on a pour mission de surveiller les chantiers qui sont sur la voie publique, on a un œil sur toutes les fouilles qu'on voit en ville, ça fait partie de la surveillance des domaines publics. Pour des questions de sécurité, dès qu'il y a un trou dans la chaussée, un nid de poule, on annonce les dégradations à la division des travaux. J'ai repris la place de chef de ce secteur en 2010, j'étais responsable du secteur de Béthusy avant, pendant 8 ans, mais l'équipe est dans les locaux de St-Martin 16 depuis 1994.

Quelles sont les conditions de travail dans un bâtiment qui date de 1885 ?

AG | Aujourd'hui, on travaille un peu comme dans toutes les grandes villes d'Europe, on s'est modernisé, mécanisé. Ces locaux, pour être clair, ils ne sont plus vraiment adaptés à notre manière de travailler. A l'époque, on nettoyait les rues de Lausanne avec des pelles et des balais, il y avait des balayeurs et ils partaient faire leur tournée avec leur brouette. Aujourd'hui, on a des *Gloutons*. Des brosses, des aspirateurs de rue, ils sont électriques et conduits par nos gars. Une brouette, on peut la laisser dehors, mais ces engins, il faut les rentrer, il faut qu'ils passent la nuit dans le hangar. Dans les années 90, on a eu le premier, puis 2 et on a encore modernisé le parc en 2011. On a réduit le personnel et maintenant on en a 4. Le problème, c'est qu'ici j'ai plus de place, du coup on en rentre 2 le soir et les 2 autres sont garés au Vallon. Ce qui fait que les 2 ouvriers qui les conduisent, ils se changent là-bas et je les vois pas le matin avant de partir, on peut faire

le point qu'après la tournée. On a aussi 4 machines qui lavent. Au centre ville, les trottoirs sont lavés tous les jours. Ces 4 machines, l'hiver, elles changent d'agrégat, c'est-à-dire qu'à la place des citernes on met une saleuse et une lame devant. Mais ce matériel non plus, je peux pas le stocker ici. On perd pas mal de temps avec des choses comme ça. Pour la dire la vérité, oui, tout est vieillot ici, les vestiaires, les douches, et l'hiver, c'est quand même un peu dur, le chauffage électrique, faut vraiment le mettre à fond si on ne veut pas avoir froid !

Dans votre cas, c'est un peu différent, vous allez rejoindre St-Martin une fois le nouveau bâtiment construit...

Gilbert Cotting | En effet, il y a 2 équipes du service des parcs et domaines, le SPADOM, qui déménageront à St-Martin, dans les nouveaux locaux. Celle de Montbenon, dont je suis le chef, et celle du centre ville, qui est actuellement à la rue des Deux-Marchés. Les deux équipes ne vont pas fusionner mais de temps en temps il nous faut un plus gros groupe, suivant les besoins, donc ça va faciliter les choses. Pour la communication aussi, les remplacements, pour se prêter quelqu'un en cas de maladie ou alors quand il y a un gros chantier où tout d'un coup on doit être 8, 10 prêts à y aller. Ce sera beaucoup plus pratique. On va déménager le personnel et les machines pour pouvoir se déplacer, mais tout l'outillage restera dans nos locaux actuels, à Montbenon. On travaille dans différents parc, mais celui de Montbenon, c'est le gros morceau, c'est là où ça doit être le plus soigné. Il n'y aurait donc pas de raison qu'on rapatrie nos outils de travail à St-Martin.

En quoi consiste votre travail, au quotidien ?

GC | A gérer une équipe d'entretien dans les parcs. Bien fleuris si possible, et bien entretenus ! On s'occupe du nettoyage, de l'entretien général, on taille, on fait le maximum pour que le public ait des beaux parcs. Tous les hivers, on fait aussi la neige. On déblaie nos parcs publics pour que les gens puissent passer, les escaliers, les petits chemins, les accès. On a toujours quelques priorités, des collèges, 2, 3 parkings aussi. Quand il neige,



on est de piquet, le samedi et le dimanche compris. Pour les véhicules, c'est relativement vite fait, on met une lame mais on n'a pas de saleuse, on met des sacs de sel sur le pont et on sale à la main nos p'tits chemins, c'est juste question de faire propre pour que les gens puissent passer. On n'est pas autant mécanisé que nos collègues du PUR, même si on travaille de moins en moins avec des balais. On a énormément de souffleuses, des débroussailleuses, des taille-haies, on change l'agrégat selon les besoins.

Comment vos équipes accueillent-elles la perspective des nouveaux locaux ? Et le fait de les partager ?

AG | A part quelques rabatteurs, on ne les appelle plus des balayeurs, qui ont des petits locaux en ville, tout le personnel dont je suis responsable sera sur place, et ça, c'est positif. Pareil pour les machines. Du coup, au sein de l'équipe, tout le monde se réjouit d'être ensemble, au même endroit, et d'avoir des locaux tout neufs, comme les autres. Une vraie cafète, des vrais WC. Et puis, ils aiment cet endroit-là. On est hyper bien placé, pour les transports publics, et pour le boulot c'est parfait : le trottoir d'en face, on l'nettoie !

GC | Dans mon équipe, c'est un peu différent... on n'arrive moins à se projeter. C'est pas nos locaux qui sont transformés, c'est pas notre lieu. Je pense que chez nous, ça va occasionner quand même quelques changements. C'est pas pris négativement, mais un changement ça reste un changement. Il faut changer ses habitudes, prendre ses marques. Se dire qu'on ne sera plus avec 3, 4 personnes à manger à midi, on sera style 17. Mais comme je dis toujours : du neuf apporte tellement de bienfaits qu'il faut aller de l'avant ! Moi, j'essaie un peu de leur montrer tous les aspects positifs, d'avoir un réfectoire tout neuf, d'avoir de la place, d'avoir des beaux vestiaires, et c'est positif pour notre travail d'avoir le PUR à nos côtés, on a tout à gagner d'une bonne collaboration. Et il y a une chose qui me tient à cœur : on aura un local pour les filles, partagé entre les 2 services. Il y a beaucoup de filles qui demandent à faire des stages, pour voir ce qu'est le métier, mais on ne peut pas les accueillir sans vestiaire et douches séparés. Paysagiste, c'est de l'entretien mais c'est aussi de la création, c'est vaste comme domaine, et il y a plein de femmes qui ont envie de découvrir ce travail. Rien que pour ça, c'est une bonne chose de venir ici.

Aujourd'hui, vous êtes voisin de la Soupe populaire, comment appréhendez-vous l'arrivée des autres institutions qui vont occuper le lieu, et des populations qu'elles vont accueillir ?

AG | Quand on travaille à la Riponne, depuis des années et des années... sincèrement, on a l'habitude. Et ça m'a jamais posé de problèmes. Il faut être au courant des choses, voilà tout. D'ailleurs, le rabatteur qui est là-bas, ça fait peut-être 25 ans qu'il y est, il n'a jamais eu d'soucis avec qui que ce soit. Il fait son boulot, il est respecté, que ce soient des trafiquants ou des consommateurs. Il est même protégé par ces gens-là ! C'est étonnant. Ils voient l'habillement et ils nous respectent. Du coup, ici, je me fais pas trop de soucis. C'était bien pire avec les boîtes, en face, quand elles fermaient le matin. C'était pas évident, des fois on devait s'mettre devant la porte, les mecs sortaient bourrés de la boîte et ils venaient s'encastrent dans le local parce qu'il y avait la police qui leur courrait après... Et tout ça, ça n'avait rien à voir avec la Soupe. Je ne pense pas que ça va changer grand-chose, au contraire, ce sera peut-être plus encadré que maintenant. Je viens des fois le soir

et c'est vrai qu'il y a des bagnoles un peu partout, garées sur le trottoir. Il appartient à tout le monde, le trottoir. Faut pas qu'il y ait de cris non plus. C'est important, et ça donne une mauvaise image. Mais il y aura plus de place, ces personnes seront à l'intérieur, elles pourront manger à table. C'est plutôt positif, pour tout le monde d'ailleurs, nous compris, parce que des assiettes, on en retrouve partout chez nous. On n'est pas là pour ça, mais **on ramasse, et des fois, c'est vrai qu'on aimerait un plus de respect...**

GC | C'est un peu partout comme ça, faut dire. Le littering, ça devient quelque chose d'impressionnant maintenant. Tous les matins, j'ai des gars qui commencent par ramasser les ordures de tout ce que les gens laissent dans les parcs, dans l'herbe, partout...

AG | Et j'vous dis pas les WC... c'est une catastrophe. Jusqu'à quand on va continuer d'entretenir... Bon, on est là pour faire notre boulot, mais c'est horrible ! c'est vraiment difficile pour nous. Faut voir ! Je mets pas n'importe qui pour faire ce travail, faut être solide ! Dans certains endroits, il y a du sang du plafond jusqu'en bas. Partout ! Et c'est tous les jours comme ça. Sans parler des gens qui font exprès à côté, ou directement dans la rue, comme ça arrive parfois juste en-dessous. Il y a des WC à 100 mètres, sous le pont Bessières... Et je dois le dire : non, elles ne sont pas fermées ! On le sait, on les nettoie 2 fois par jour. Après, c'est vrai aussi qu'il y a des gens qui s'enferment dedans, pour se piquer...

GC | Et d'autres pour se laver... On la voit, l'évolution, elle est énorme. **Il y a de plus en plus de sans-abris et de gens qui cherchent un endroit où se calfeutrer**, surtout quand il fait froid ou mauvais temps. On a des gens qui viennent dormir sous les arbustes, sous les ponts, tout l'temps des gens qui dorment à gauche à droite. On n'a pas vraiment le choix, on doit les prier gentiment de déguerpir, d'enlever leurs affaires, tout. Mais on essaie d'avoir des contacts les plus positifs possibles, il ne faut surtout pas devenir agressif, ça sert strictement à rien. Il faut essayer de les comprendre et puis de se faire comprendre. On est tous les jours confrontés à ça, la pauvreté de nos jours, elle est énorme. Il y a beaucoup de personnes qui sont à plaindre. Alors avec cet immeuble, qui aura la priorité pour avoir des appartements ? Il y aura des chanceux, mais on n'arrivera jamais à satisfaire tout l'monde, ça aussi on en est conscient...



Décider et agir: un projet nécessaire

- P. 58 Entretien avec Eliane Belser & Yan Desarzens**
Responsable de l'aide sociale d'urgence au Service social Lausanne
Directeur de la fondation Mère Sofia
- P. 62 Entretien avec Alain Wolff & Emmanuel Laurent**
Architecte maître d'œuvre
Chef des unités spécialisées du Service social Lausanne
- P. 65 La Promenade de la Solitude**
Un parc ouvert sur le quartier
- P. 67 Entretien avec Alain Lapaire & Michel Cornut**
Directeur de la division immobilier de Retraites Populaires
Chef du Service social Lausanne *(jusqu'au 30.06.2016)*

Eliane Belser & Yan Desarzens

Que recouvre l'aide sociale d'urgence à Lausanne ?

Eliane Belser | L'aide sociale d'urgence est un dispositif du Service Social Lausanne assurant la couverture des besoins de base des populations très précarisées. On y retrouve une série de prestations qui incluent l'hébergement, la nourriture, les soins médicaux, l'accueil et l'orientation. Parfois, c'est presque une forme d'aide humanitaire. De par sa nature fondamentale, et parce que les prestations octroyées le sont au jour le jour, toujours en nature. On délivre des repas, on offre un lit, un lieu d'accueil, jamais d'argent.

Est-ce que ces besoins fondamentaux sont couverts à Lausanne ?

EB | Beaucoup de choses sont faites à Lausanne, comparativement à d'autres villes, mais je dirais : malheureusement non. Ce serait mentir que dire l'inverse. Pour la nourriture, avec la Soupe populaire, l'effort est vraiment fait pour que tout le monde soit servi, chaque soir. Mais à l'exception du Passage, destiné aux personnes ayant une consommation problématique de produits psychotropes, il n'existe nulle part où manger un repas très bon marché à midi. Les structures d'accueil et d'orientation existent et fonctionnent bien. En revanche, pour l'hébergement d'urgence, on a un certain nombre de lits à disposition et là, il existe un décalage entre l'offre et la demande. Des gens dorment dehors, c'est une réalité. Pour les soins médicaux et les prestations d'hygiène, il y a aussi une très forte demande, on fait le maximum mais les temps d'attente sont parfois longs.

Comment est apparu ce concept d'aide sociale d'urgence à Lausanne ?

EB | Avec la réflexion sur la nécessité d'ouvrir un lieu d'accueil de nuit et l'ouverture pilote de l'Abri PC de la Vallée de la Jeunesse durant l'hiver 92-93. 2 structures d'accueil ont ensuite ouvert leurs portes en 1993, la Marmotte et le Sleep-In, puis l'Abri PC en 2001. Mais la population à l'époque était très différente, et il y avait beaucoup moins de monde. Moins de brassage, moins de gens de passage.

Quant à la fondation Mère Sofia, depuis quand existe-t-elle ?

Yan Desarzens | La fondation Mère Sofia fêtera ses 25 ans d'existence en 2017. Quelque part, c'est malheureux qu'on ait encore besoin de fêter des fondations comme la nôtre... En fait, la première structure, avant même la création de la fondation, c'était le Parachute, qui offrait un accueil de jour, de nuit et des repas. La fondation a été créée au moment où Mère Sofia est tombée malade, pour la soutenir. Elle comprend aujourd'hui 3 structures permanentes, la Soupe populaire, l'Echelle, un service social itinérant de distribution alimentaire, et Macadam, une unité de réinsertion sociale par des activités professionnelles encadrées. La Soupe, qui est aussi née au début des années 90, a très vite grandi pour aujourd'hui servir des repas chauds 7 jours sur 7.

La Ville de Lausanne a-t-elle immédiatement financé la Soupe populaire ?

YD | Non, je crois que le premier apport financier de la Ville date de 2004, pour l'ouverture dans les locaux de St-Martin, la « mise sous toit ». Mais avant le financement de la Soupe, la Ville de Lausanne avait déjà financé le Parachute, qui était à l'époque ouvert 24h sur 24h, 7 jours sur 7, pour tout le monde. Le soutien de la Ville est donc ancré dans une longue histoire avec la fondation. Pour la Soupe, c'est avant tout l'augmentation de la demande et la nécessité d'y répondre qui ont justifié le financement. Les dons ne permettaient plus de soutenir l'activité et en parallèle le bénévolat commençait à s'essouffler, on a donc dû commencer à engager du personnel, en tout cas pour maintenir le cœur de la Soupe. Aujourd'hui, la collaboration s'établit sous forme de convention, une enveloppe annuelle est donnée pour faire tourner la Soupe, elle est prévue pour 200 personnes par soir. Si cette moyenne est dépassée, on a l'opportunité de faire des demandes supplémentaires à la Ville. Vu l'augmentation de la fréquentation, c'est nécessaire. On n'a aucune limitation sur le nombre de personnes qui peuvent venir, tant que les gens rentrent, et pour autant que leur comportement soit correct, ils ont à manger. Il n'y aucune sélection à l'entrée, c'est une chose qu'on défend vraiment, et c'est une chance que la Ville de Lausanne l'accepte ainsi.



Quel est l'avantage pour la Ville de Lausanne de déléguer ce genre de prestations ?

EB | Le service social a des prestations qui lui sont propres, comme l'Abri PC, l'Espace ou le Bureau des réservations, qui fonctionnent bien. Mais quand on peut utiliser le tissu associatif existant, ici on parle de 20 ans d'expérience, c'est d'un très grand apport pour le service. La Soupe a tout un réseau de bénévoles et de compétences qui au final servent la collectivité, une vision aussi que je trouve vraiment enrichissante.

Quel est le périmètre de cette convention, qu'implique-t-elle pour les deux parties ?

EB | En fait, la convention insiste surtout sur la prestation fournie. La Ville achète une prestation, qui est quantifiée, mesurée au centime près, ici un repas au prix de 8 francs. Elle demande aussi que les conditions de travail soient correctes, les salaires décent, la sécurité du lieu assurée. Si les normes n'étaient pas respectées, en cas d'accident ou d'incendie, la Ville serait interpellée, il y a donc une forme de coresponsabilité.

Les voisins, qui en nombre légitiment la présence de la Soupe dans le quartier, subissent des désagréments, notamment dus à l'absence de toilettes, et ont le sentiment de ne pas être entendus, la situation ne s'améliorant pas avec le temps. A qui s'adresser et comment s'assurer que les problèmes remontent en cas de délégation ?

YD | J'entends bien, c'est un problème, oui, mais qui existe partout. Personnellement, depuis que je suis directeur de la fondation, je n'ai jamais reçu un courrier, un téléphone ou quoi que ce soit concernant cette question, ça ne m'étonne donc pas que le service social n'en soit pas informé. Et si vous allez parler aux gens qui travaillent, qui sont dans l'action, ils ne vont peut-être pas se sentir concernés sur le moment. Ça pose la question du périmètre d'une prestation. Qu'est-ce qui est de notre domaine et qui ne l'est pas ? Jusqu'où est-on responsable des personnes qui viennent manger à la Soupe ? Sur le trottoir, devant l'immeuble juste au-dessus ? N'en reste pas moins que le problème est réel. La Soupe, telle qu'elle est aujourd'hui, ne peut pas installer de toilettes pour ses bénéficiaires. Les toilettes publiques en haut de St-Martin ont été fermées il y a déjà un moment mais le service de la propreté urbaine m'a confirmé que les toilettes de Bessières sont ouvertes et qu'elles sont nettoyées tous les matins. Par contre, il arrive très fréquemment que des sans-abri ou des toxicomanes s'enferment à l'intérieur et parfois y passent même la nuit... Il n'y a malheureusement pas de solution miracle, en tout cas pas avant les nouveaux locaux. Là, il y aura des toilettes, en nombre suffisant.

La Soupe devra trouver une solution de remplacement pendant la durée des travaux, est-ce compliqué de trouver un lieu pour l'accueil des populations les plus précaires ?

EB | Extrêmement compliqué. Il faut un lieu central, au rez-de-chaussée, de grandes surfaces, des locaux commerciaux dans lesquels on peut accueillir du monde, il y a toujours des mises à l'enquête, même pour les petits travaux, et on doit faire avec des décisions politiques relatives au choix du quartier. **Les populations extrêmement précarisées sont considérées comme marginalisées, donc souvent indésirables.** C'est pas une boutique Louis Vuitton ! il y a vraiment des réticences fortes à avoir ces gens proches de chez soi.

Quels sont les problèmes que doit affronter la Soupe aujourd'hui ?

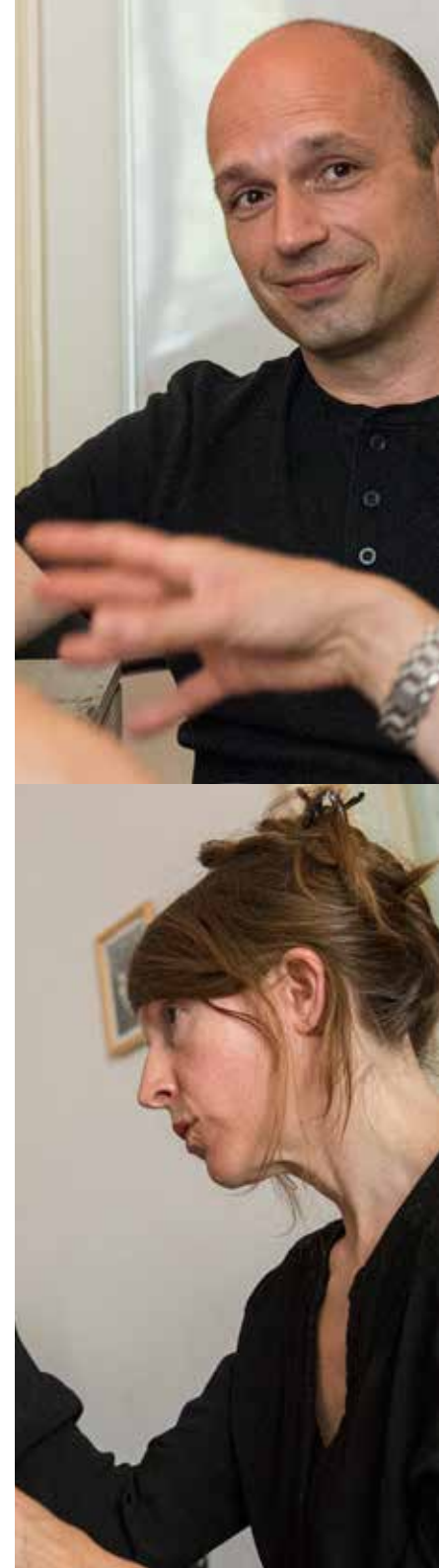
YD | Le nombre de bénéficiaires. C'est vraiment le plus important. On a atteint les 300 personnes en un soir, 308 pour être précis. Avec une structure qui aujourd'hui n'est pas adaptée à recevoir autant de personnes. Ça se passe encore relativement bien, mais notre inquiétude, c'est la progression. Déjà qu'il y a beaucoup d'attente, beaucoup de travail aussi pour nos collaborateurs. On a même des familles qui viennent, des personnes âgées aussi. La paupérisation de la population s'est accentuée, on s'approche plus d'une démarche humanitaire que d'une démarche sociale. On est confronté à des choses qui nous mettent mal à l'aise, même nous, et pourtant dans le *bas seuil* on est habitué. Des choses qui nous interrogent. Il y a tellement de gens qui sont seuls en fait. De personnes âgées surtout... qui viennent manger à la Soupe avec le tox du coin, le rom de l'avenue de l'Ale, le mec qui fait tellement peur parce qu'il deale dans la rue... Alors en même temps, c'est très beau, le partage est juste incroyable, mais notre mandat c'est de donner à manger aux plus pauvres et **on se retrouve à... mettre un pansement sur la perte de sens de notre société.**

Que pourront vous apporter les nouveaux locaux ?

YD | A l'avenir, nous pourrions accueillir sensiblement plus de personnes en même temps qu'actuellement. On aura également les cuisines à l'intérieur, donc plus de trajets, et on pourra vraiment bien préparer nos repas. Peut-être même proposer un choix, ce serait idéal.

Est-ce que le fait, à l'avenir, de travailler dans le même endroit qu'un partenaire va changer quelque chose pour le service social ?

EB | Oui, je pense. Déjà parce que cet espace, on travaille ensemble aujourd'hui à le mettre sur pied. On devra notamment apprendre le partage des lieux, prendre des décisions communes, il y aura plein de choses à régler le moment venu mais aussi des synergies possibles.



Alain Wolff & Emmanuel Laurent

Ce projet a fait l'objet d'un concours, qu'est-ce qui vous a motivé à y participer ?

Alain Wolff | Construire un bâtiment au centre de sa ville, c'est quand même le rêve de tout architecte. Les opportunités de se confronter à la ville, à l'urbain, sont finalement assez rares, on travaille le plus souvent dans des zones périurbaines ou à plus petite échelle, alors faire du logement en plein centre ville, avec cette visibilité et qui plus est pour répondre aux besoins de personnes en situation précaire, oui, c'est vraiment une chance pour nous.

A la lecture du programme du concours, quels ont été les enjeux et les premiers défis que vous avez identifiés ?

AW | Clairement, le grand enjeu de ce projet, ça a été de résoudre la complexité du programme, de parvenir à imaginer un bâtiment avec cinq affectations différentes, autant d'entrées, d'accès et de conflits potentiels à éviter. Et puis, il a fallu penser son intégration en prenant en compte la pente, les bâtiments voisins, et le plan général d'affectation...

Quelles sont les raisons premières de ce projet, son historique, comment en est-on arrivé à vouloir construire ce bâtiment ?

Emmanuel Laurent | L'aide sociale d'urgence, à Lausanne, est aujourd'hui délivrée dans des conditions extrêmement rudimentaires, notamment La Soupe populaire qui est logée dans un bâtiment de la fin du 19^{ème} siècle, où il n'y a pas de cuisine, où il n'y avait pas de porte et de chauffage il y a encore peu de temps. Un local vraiment pas adapté alors que la demande est en pleine croissance. Parallèlement, les besoins d'hébergement et de logement pour les populations les plus précaires sont énormes. Le parc d'appartements du service social a très fortement augmenté ces dernières années mais on ne parvient pas à répondre à la demande, *idem* pour l'hébergement d'urgence alors que la disparition du Sleep-In à Renens est programmée. Il fallait

trouver de nouvelles solutions pour délivrer nos prestations, on a donc saisi cette opportunité de construire un bâtiment. C'est une conjonction d'opportunités immobilières et de facteurs, la destruction du Sleep-In, la rénovation de César-Roux 16 qui accueille l'Espace et le Bureau des réservations, les besoins du SPADOM et du PUR aujourd'hui à St-Martin 16 dans des locaux vétustes et trop exigus, qui ont fait que le tout s'est cristallisé dans un projet de construction qui nous permettra d'accueillir 5 affectations différentes en plus des locaux du SPADOM et du PUR. Un accueil de jour, l'Espace, accueillant la Soupe populaire le soir ; un Bureau des réservations des nuitées en hébergement d'urgence ; un hébergement d'urgence avec 35 lits ; du logement temporaire avec 8 appartements communautaires ; et enfin, du logement durable, avec 42 appartements sociaux.

Dans le cadre du concours, quelles étaient les objectifs de la Ville de Lausanne ?

EL | Il y avait **une exigence: la coexistence de ces différentes affectations et l'harmonie entre elles**. La Soupe populaire, les hébergements de nuit mais aussi l'Espace et le Bureau des réservations accueillent des gens qui ont parfois dormi dehors, ou pas dormi du tout, qui sont en tension vu les difficultés qu'ils doivent affronter, et ces tensions-là peuvent rejaillir sur le quartier, les voisins, les habitants de l'immeuble... Il fallait donc apporter une solution architecturale qui corresponde à cette réalité, à la situation dans laquelle sont ces personnes.

AW | Pour nous, le cœur de la réflexion sur ce projet, c'était d'arriver à faire coexister toutes ces exigences. Comment faire pour ça marche, tout simplement ? Comment fait-on pour que chacun trouve accès au bâtiment de manière naturelle ? Pour que les véhicules qui sortent de la voirie ne croisent pas les gens qui viennent à la Soupe ? Pour que les locataires puissent rentrer chez eux sans traverser la file d'attente de l'hébergement d'urgence ? Comment parvient-on, finalement, à faire cohabiter ces différents usagers, professionnels et locataires ? En général, un bâtiment a une entrée ; là, c'était très clair pour nous, il devait y en avoir cinq.



Le budget à disposition vous permet-il de répondre à ces exigences et de proposer une solution satisfaisante ?

AW | Nous devons respecter une cible de 4'200 francs par mètre carré, ce qui est standard pour du logement social, mais demeure un challenge pour un bâtiment dans cette situation et d'une telle complexité ! Grâce à la compacité et à l'efficacité du bâtiment, nous pourrions toutefois faire une architecture de qualité.

Qu'est-ce qui a fait que ce projet a rencontré l'adhésion du jury ?

EL | Ce que j'ai fait, avec les cinq derniers projets en lice, c'est un tableau comparatif, avec une colonne pour les avantages et une autre pour les inconvénients. Je me suis basé sur les retours et remarques des différents collaborateurs qui seront amenés à travailler sur place, et très vite les points gris sont apparus. Avec ma collègue de l'aide sociale d'urgence, Eliane Belser, on a transmis au jury nos conclusions et préférences, c'était important de le faire, le jury était composé de beaucoup d'architectes qui *a priori* ne connaissaient pas forcément bien les exigences très particulières de nos publics et de nos prestations. Certaines propositions étaient très séduisantes, au niveau architectural j'entends, mais avec de tels défauts qu'il était impossible de les corriger sans dénaturer complètement le projet. Au final, avec les membres du jury, on a vraiment privilégié la proposition d'un bâtiment le plus fluide possible. Il ne fallait par exemple surtout pas qu'il y ait de zones grises, c'est-à-dire des endroits où la circulation est freinée, des passages couverts parce que peu sécurisants. Chaque prestation devait impacter le moins possible l'ensemble du bâtiment. D'où la multiplicité des entrées, qui sont bien distinctes.

Vous parlez de défi face à la complexité, comment cela s'est-il traduit en termes architecturaux ?

AW | D'une part, on est intervenu dans un cadre, celui du plan général d'affectation de Lausanne, qu'on était contraint de respecter. Les grands principes urbanistiques étaient déjà définis, avec quelques options possibles, il est vrai. On a choisi par exemple de conserver un espace avec le bâtiment de Retraites Populaires, au sud, pour maintenir un lien fort entre la rue et le parc mais aussi éviter tout passage couvert, tout en s'insérant dans le tissu urbanistique de la rue St-Martin, où on a des bâtiments solitaires, assez imposants, en front de rue. D'autre part, on a misé sur une stratification verticale du projet, qui est aussi la conséquence de la configuration du terrain, de la pente, mais qui répond avant tout à cette volonté de différencier les entrées et de concentrer les nuisances là où elles sont le moins dérangeantes. Je pense notamment aux 3 premiers niveaux qui sont partiellement enterrés, à l'arrière du bâtiment, ou encore à l'entrée de la Soupe, au sud, qui donne sur le passage vers le parc, visible, mais en retrait de la rue afin de limiter les nuisances pour le voisinage. A un niveau purement architectural, on est dans un site urbain avec des contraintes, des agressions, ne serait-ce que les voitures, la poussière, la pollution, je pense donc que le bâtiment doit avoir une force, une présence physique, une densité tout en étant à la fois très domestique. C'est un bâtiment public et un immeuble d'habitation, **on doit donc trouver l'équilibre et sentir que derrière les murs, ce sont des gens qui vivent.** Enfin, la Promenade de la Solitude a joué un rôle fondamental

dans notre réflexion, déjà parce qu'il était important de préserver un des seuls endroits de toute la vallée du Flon où on a encore cette lecture du coteau. Cet immeuble n'aura que des façades principales, il ne tourne le dos à personne, il regarde de tous les côtés, vers le parc et vers la rue.

Les différentes affectations ont été prises en considération mais comment faire en sorte que ces différentes structures puissent aussi communiquer entre elles, travailler ensemble ?

EL | La question de l'exploitation du bâtiment est cruciale, en effet. On a déjà fait un certain nombre de séances, tous ensemble, notamment pour définir les besoins, l'aménagement intérieur, mais chacun tend à l'autonomie, à sa liberté. Notre responsabilité, en tant que service social, est de concevoir un modèle de gouvernance qui permette non seulement la coexistence mais la coordination. C'est une priorité, on le sait, mais à ce stade, il reste à inventer.

La rencontre avec des voisins et commerçants du quartier, mais aussi les professionnels de terrain, a permis de mettre en relief la nécessité de créer du liant, à la fois entre les institutions mais aussi les familles qui habiteront au-dessus de structures qui accueilleront des personnes de passage. L'idée d'un centre de quartier a été formulée, qu'en pensez-vous ?

AW | C'est très intéressant ! D'autant plus qu'on a deux appartements supplémentaires par rapport aux exigences du concours, ils sont de plain-pied, face au parc, ce serait un emplacement idéal pour un lieu communautaire. La question de l'aménagement d'une partie du parc est également prévue (*voir page suivante*). Cela fait vraiment sens d'avoir une place de jeux, et surtout, une présence et des activités durant toute la journée. Ce sera une sacrée plus-value !

EL | Si cela peut rassurer le voisinage et ainsi réduire les oppositions, mais aussi participer à la bonne collaboration entre les entités présentes et à faire en sorte que les habitants se sentent chez eux, s'approprient le parc et les lieux, alors oui, c'est une idée à relayer. Et à défendre.



La Promenade de la Solitude: un parc ouvert sur le quartier

Jusqu'en 1830, la Promenade de la solitude est un simple verger qui s'inscrit sur la pente naturelle longeant le cours du Flon. Il faut attendre 1903 pour que prennent place les aménagements actuels: une promenade ornée de tilleuls dans la partie supérieure du parc et un cheminement dans la pente permettant de joindre la rue de la Solitude (la future rue Dr César-Roux) à la rue St Martin. Depuis, cet espace peine à trouver un véritable usage: la forte pente rend son accès peu aisé et son entretien difficile.

Au début des années 90, la Ville programme une campagne de défrichage pour revaloriser la parcelle et maintenir la vue remarquable sur la cathédrale et le pont Bessières. En 2009, une nouvelle série de travaux permet de remettre en lumière la parcelle et invite à de nouveaux usages: la stabilisation du talus et la création d'une zone de détente à mi pente, la taille de la végétation pour dégager la vue, la réfection du chemin central et la pose d'une barrière, ou encore la création d'un petit plantage de quartier dans la partie inférieure.

Aujourd'hui, la Ville de Lausanne souhaite profiter de la construction du nouveau bâtiment à St-Martin pour redonner de l'attractivité à cet îlot de verdure méconnu, en créant au cœur de la ville un véritable parc: un pôle de vie urbaine ouvert sur le quartier offrant une mixité d'usages.

1 Une placette de rencontre
Un lieu de vie et de rencontre pour l'ensemble des habitants du quartier.

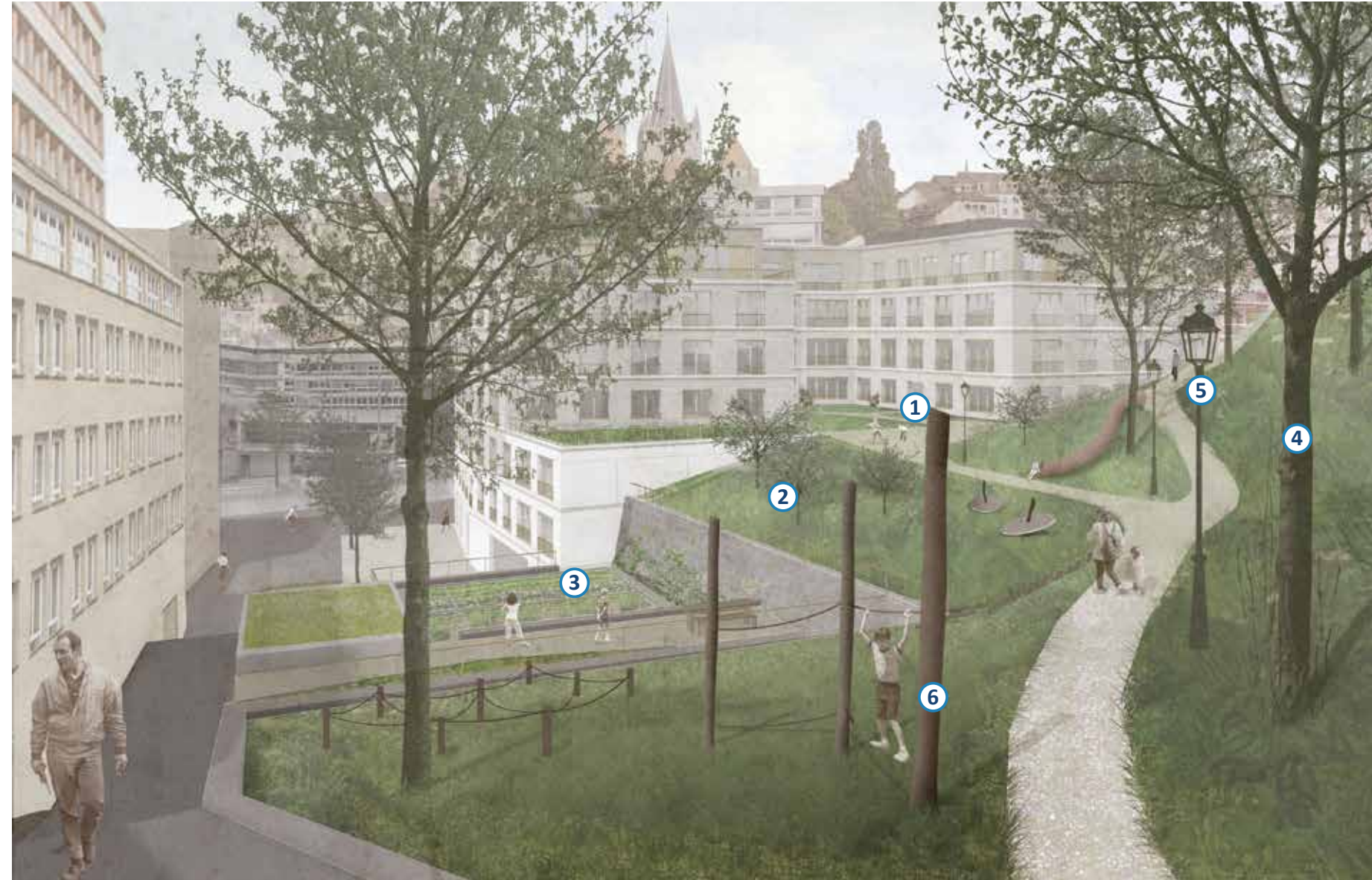
2 Un verger dans la pente
La plantation d'arbres fruitiers de variétés anciennes: un clin d'œil au verger d'antan!

3 Un plantage pour le quartier
Un potager urbain accessible à tous et toutes: créer du lien social mais aussi un lien visuel ouvrant le parc sur la rue St-Martin.

4 Intervention sur la végétation
Une végétation repensée pour une remise en valeur des vues sur la Cité.

5 Un parc plus sûr
Amélioration de l'éclairage sur le chemin public.

6 Des jeux pour les enfants
Une diversité d'activités ludiques pour les enfants (adresse, équilibre, glisse...) en bois et aux revêtements naturels: exploitons les potentialités offertes par la pente!



Alain Lapaire & Michel Cornut

La Ville de Lausanne entend construire à St-Martin 16-18 un immeuble à vocation sociale, constitué de logements sociaux et de différentes structures d'accueil, quelle fut l'implication de Retraites Populaires dans ce projet ?

Alain Lapaire | Retraites Populaires, en tant que voisin, a souhaité participer de manière constructive à la planification de ce projet. Nous avons apprécié d'avoir été intégrés à cette réflexion, notamment aux échanges sur l'approche du projet. J'ai trouvé en particulier que beaucoup de soin a été pris pour tenir compte des différentes préoccupations et essayer d'y répondre au mieux. J'ai moi-même fait partie du jury, j'ai pu suivre les délibérations et participer au choix du projet retenu. L'espace était disponible, ce qui est rare en milieu urbain construit comme le centre de Lausanne, il fallait donc profiter de cette opportunité pour répondre aux besoins que ce projet doit combler sans rompre l'équilibre du quartier.

Quels sont précisément ces besoins, et donc les principales raisons de ce projet ?

Michel Cornut | Aujourd'hui, la Soupe populaire est accueillie dans un vieil hangar, une installation qui n'est pas du tout appropriée à sa mission. Vous n'avez pas de toilettes par exemple, de sorte que les usagers, je le dis tout à fait clairement, font leurs besoins dans le quartier. Je me souviens d'un hiver particulièrement rigoureux où j'ai dû installer en urgence un chauffage dans des conditions limites du point de vue légal ou réglementaire. On se trouve aujourd'hui dans une situation qui n'est plus tenable. J'ai proposé à la Ville de Lausanne de tenir compte des nouveaux besoins, je suis par conséquent très heureux que la Municipalité ait accepté de reconstruire et de le faire en y intégrant d'autres structures. Cet immeuble comprendra, outre la Soupe populaire, un espace d'accueil de jour et un bureau de réservation pour les hébergements d'urgence, tous deux temporairement situés à César-Roux 16, un hébergement collectif d'urgence, des logements provisoires et des appartements pour les usagers du service social.

Quelle est l'action du Service Social Lausanne en matière de relogement des personnes les plus défavorisées ?

MC | Le service social n'est pas en charge de loger la population, c'est le job de l'office communal du logement. En revanche, il s'occupe des personnes qui sont à la rue, par exemple à la suite d'une expulsion, ou qui ne parviennent pas à trouver un logement, parfois après plusieurs années de recherche. La situation sur le front du logement est chaque année plus difficile. Au cours des 10 dernières années à Lausanne, le montant des loyers a doublé et les plus pauvres de notre société n'accèdent plus au logement par eux-mêmes. Faute de mieux, nous les relogeons à l'hôtel. Nous dépensons aujourd'hui 300'000 francs par mois pour reloger les plus démunis dans les hôtels lausannois, ce que font par ailleurs toutes les villes en Suisse et en Europe. Et l'on se trouve dans ce paradoxe : plus une personne est pauvre, plus son logement revient cher à la collectivité. C'est en quelque sorte par défaut que nous avons donc fait le choix de nous embarquer dans des projets de construction ; ce n'est pas notre métier *a priori*. Nous ne le faisons pas tout seul naturellement, mais avec des partenaires qui maîtrisent ce type de projets. Nous donnons l'impulsion, nous établissons l'inventaire des besoins et nous faisons le nécessaire pour arriver, au final, à avoir davantage de logements. Pour ce faire, le service social louera l'intégralité de cet immeuble et sous-louera ensuite les appartements à des personnes qui, de par leur situation personnelle, sociale, financière, n'ont aucune chance sur le marché du logement actuel.

Quelle place Retraites Populaires accorde-t-elle aux loyers abordables ?

AL | Il faut rappeler que notre rôle initial est de placer l'argent de nos différents affiliés, de nos différents mandants, en vue de générer des intérêts et ainsi préserver le capital de manière à ce que l'on puisse servir les rentes futures. De ce fait, nous devons avoir un retour sur investissement et donc mettre en location des appartements qui permettent de couvrir les frais engagés et de générer une plus-value. Mais nous avons une politique volontariste de fournir des logements adaptés avec des loyers raisonnables, abordables, qui se traduit, dans les faits, par un loyer médian souvent en-dessous du marché pour l'occasion et systématiquement



en-deçà pour le neuf. Par conséquent, nous nous soucions du bien-être tant de nos futurs pensionnés que de nos locataires en leur offrant des appartements à loyer abordable. Mais il est vrai que cette politique ne nous permet pas de répondre à tous les besoins : il existe une population qui est exclue du logement. C'est pour ça que nous travaillons étroitement avec les différents services sociaux, des communes et du canton. Nous avons une centaine d'appartements loués aux différentes collectivités et qui sont ensuite sous-loués aux plus démunis. Cette solution est tout à fait défendable car nous permet de trouver un certain équilibre tout en répondant, en partie du moins, aux besoins de ces personnes.

Il est important pour vous d'avoir un tiers garant, pour les populations les plus précaires ?

AL | C'est indispensable. Faute de quoi nous ne sommes plus en mesure d'assurer notre mission première. L'argent que nous plaçons est une épargne : nous devons nous assurer que celui qui nous a confié cet argent ait un retour. C'est une obligation légale, les caisses de pension ne peuvent pas placer l'argent comme elles le souhaitent et de nombreuses autorités de surveillance veillent à ce que l'argent des futurs retraités soit bien placé. Chacun son rôle, celui qui nous est attribué étant de proposer du loyer abordable pour la classe moyenne. Et quand le service social ou les autorités cantonales cherchent à reloger une population qui n'offre pas toutes les garanties, deux types de collaboration sont possibles, les deux restant toutefois à la charge de la collectivité publique : soit un engagement du service public comme pour le projet de construction à St-Martin, soit une prise de bail au nom du service et ensuite une sous-location en faveur de ces personnes.

Quelles sont les raisons qui ont motivé la construction d'un immeuble accueillant autant de structures différentes ?

MC | Une approche pragmatique, tout simplement. Les possibilités d'accueillir ces différentes structures au centre ville ne sont pas nombreuses, on ne peut le faire que dans le cadre de ce type de projet, *a priori* uniquement sur un terrain dont dispose la Ville. Bien sûr, cela implique de concentrer à cet endroit des populations que d'aucuns pourraient considérer comme problématiques. C'est inévitable, même si naturellement nous nous efforçons de promouvoir l'intégration et la mixité sociales. Mais je tiens à souligner que parmi les personnes qui sont aidées par le service social, il n'y a pas que des personnes difficiles, loin s'en faut ! Chaque année, 7 à 8'000 Lausannois doivent demander l'aide du service social. Sur une période de 4 ou 5 ans, vous avez 15 à 20% de la population qui une fois ou l'autre ont fait appel à nos services. 15 à 20% des Lausannois ne sont pas des personnes problématiques, qui vont entraîner des difficultés avec le voisinage par exemple.

AL | Entre ce que nous voyons à La Soupe populaire avec des personnes vraiment démunies et les fêtards du samedi soir qui, on le constate toutes les semaines, font leurs besoins un peu partout dans le quartier alors qu'ils disposent de sanitaires dans les restaurants et boîtes qu'ils fréquentent, **le respect de l'autre n'est pas qu'une question de richesse ou de pauvreté.**

MC | Et pourtant les préjugés perdurent, c'est donc à nous de prendre les dispositions adéquates pour rassurer et gérer parfaitement cet immeuble. Le concept architectural lui-même est approprié aux différents usages, par exemple pour que l'attente avant l'ouverture de la Soupe se fasse non pas sur le

trottoir mais dans des espaces couverts de l'immeuble. Le parc de la solitude aura une importance cruciale dans la réussite de ce projet. Nous tenons à ce qu'il devienne un lieu de rencontre, d'échange, de dialogue entre la population de cet immeuble et son environnement, qu'il contribue à la vie du quartier de manière positive. Pour cela, évidemment, je compte aussi beaucoup sur les services compétents de la Ville. De notre côté, nous appliquons le principe de tolérance zéro pour les dégâts, tags ou graffitis, l'idée étant d'intervenir tout de suite pour maintenir un immeuble en parfait état et donc éviter un effet d'enchaînement avec une dégradation toujours plus rapide des lieux. Nos collaborateurs seront bien évidemment présents sur le site et des mesures d'accompagnement seront prises pour garantir que tout se passe bien dans cet immeuble. Et si nécessaire, nous créerons ce qui existe pour d'autres institutions que nous gérons : un groupe d'accompagnement comprenant des représentants de l'immeuble, du voisinage et du service social, et même d'autres services communaux et de la police si c'est indispensable, afin que tous les acteurs puissent rapidement se parler et prendre ensemble les mesures adaptées. Mais je rappelle quand même qu'à ce jour, alors que les conditions de la Soupe ne sont vraiment pas optimales, il n'y a jamais eu d'incident particulier.

Vous attendez-vous à beaucoup d'oppositions ?

AL | Il faut souvent 2 ou 3 ans pour obtenir une autorisation de construire, et gérer les oppositions est un réel problème. Tout le monde souhaite avoir des écoles, une gare, des logements, mais jamais à côté de chez soi. C'est un des grands problèmes que nous rencontrons, quelle que soit la catégorie de population.

MC | Il est vrai qu'on a perdu une année dans notre projet de logements modulaires aux Prés-de-Vidy, il y a eu 5 oppositions dont 1 collective avec 33 signatures. Je ne sais pas ce qui se passera ici, pour St-Martin, même si le projet à l'heure actuelle semble être bien accueilli. En tout cas, ceux qui seraient tentés de s'y opposer ne feraient pas un très bon calcul. **Ce projet améliorera la situation dans le quartier.** Il ne va pas la péjorer, bien au contraire, on aura une meilleure gestion de cet endroit, une vie plus chaleureuse, plus dynamique. Et surtout plus digne, pour les gens qui aujourd'hui mangent dans un hangar et parfois sur le trottoir.



Concept & textes Jonathan Rochat,
Johanna Monney
Photographies Hugues Siegenthaler,
Marino Trotta (couverture)
Images & coupes Alain Wolff Architectes
Transcription Nicole Berger & Magali Kocher
Graphisme Jonathan Rochat
Impression PCL Presses Centrales SA
Service Social Lausanne © Février 2017



Service Social Lausanne
Chauderon 4 · CP 5032
1002 Lausanne
www.lausanne.ch/ssl
ssl@lausanne.ch

L a u s a n n e